

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 535

26 février 2015

SOMMAIRE

AAG Luxembourg S.à r.l.	25636	CCP III France S.à r.l.	25642
Agricultural Finance Investments S.A. ...	25637	CEC Consulting, Engineering, Construc-	25644
AHC Capital S.à r.l.	25637	tions S.A.	25644
«AI + S. à r.l.»	25637	CEREP Redcliffe S.à r.l.	25645
Alimentar S.A.	25637	Cindy S.A.	25642
Alysea S.A.	25637	CS Energy SICAV-SIF	25663
Art Lux S.A., S.P.F.	25660	DayMen Group (Luxembourg) S.à r.l. ...	25680
Baltic Partners S.à r.l.	25636	Kartesia GP I	25667
Barolux S.A.	25638	KFE Acquisition S.à r.l.	25675
BE 2012-01 S.à r.l.	25636	LUBELAIR S.A., société de gestion de pa-	25678
Beim Coiffeur Sarl	25636	trimoine familial	25678
Belfilux S.A.	25638	Lux-World PC s.à r.l.	25678
Belvezet S.A., SPF	25638	Medtronic AF Luxembourg S.à r.l.	25679
Benoi Private S.A. SPF	25639	Ocm Adelaide Propco 5 S.à r.l.	25634
BERF Luxco 1	25639	Offset Moselle S.à r.l.	25634
BERKELEY Properties S.A.	25639	Osborne & Moore S.A.	25635
Blyde River Finance S.A.	25640	Patron USA Luxco S.A.	25634
Bois et Biomasse S.A.	25640	PepsiCo Global Investments S.à r.l.	25634
Bosph Real Estate Holdings 1 S.à r.l.	25680	Reichert Technology Partners S.à r.l. ...	25635
Bova Invest S.A.	25645	Second Euro Industrial Thouars S.à r.l. ...	25679
BPT Optima S.A., SICAR	25640	Service rund ums Haus	25635
Braemar Management S.A.	25641	Technet Investment Holding SPF	25636
Bremerhaven Properties S.à r.l.	25680	Ultra Premium Brands S.A.	25636
Brickfinance S.A.	25679	URUMIN Corporation S.à r.l.	25635
Bridge Development Corp II S.A.	25641	Verhelst Luxembourg S.A.	25635
Capital Park (Luxembourg) Two S.à r.l.	25661	Wenkelgewan S.à r.l.	25634

PepsiCo Global Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 5.018.003,00.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.
R.C.S. Luxembourg B 131.094.

Les statuts coordonnés ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 23 janvier 2015.

Référence de publication: 2015012930/10.

(150015105) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 janvier 2015.

Patron USA Luxco S.A., Société Anonyme.

Capital social: EUR 31.000,00.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 6, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 118.617.

Il résulte des résolutions prises par l'administrateur unique de la société en date du 23 janvier 2015 que le siège social de la société a été transféré du 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg au 6, Avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg avec effet au 1^{er} janvier 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

La Société

Référence de publication: 2015012929/13.

(150015199) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 janvier 2015.

Offset Moselle S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6730 Grevenmacher, 40, Grand-rue.
R.C.S. Luxembourg B 26.676.

Der Jahresabschluss vom 01.01.2013 - 31.12.2013 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations

Référence de publication: 2015012913/10.

(150014671) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 janvier 2015.

Ocm Adelaide Propco 5 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26A, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 188.997.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 janvier 2015.

Référence de publication: 2015012912/10.

(150014617) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 janvier 2015.

Wenkelgewan S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5480 Wormeldange, 149, rue Principale.
R.C.S. Luxembourg B 157.127.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015013083/10.

(150014793) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 janvier 2015.

URUMIN Corporation S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2550 Luxembourg, 52-54, avenue du X Septembre.

R.C.S. Luxembourg B 138.509.

Le Bilan du 1^{er} janvier 2012 au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015013076/10.

(150014549) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 janvier 2015.

Verhelst Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3961 Ehlinge, 7A, Am Brill.

R.C.S. Luxembourg B 57.609.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015013080/10.

(150015106) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 janvier 2015.

Service rund ums Haus, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6791 Grevenmacher, 22, route de Thionville.

R.C.S. Luxembourg B 135.201.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015013011/10.

(150015108) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 janvier 2015.

Osborne & Moore S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1227 Luxembourg, 3, rue Belle-Vue.

R.C.S. Luxembourg B 25.170.

EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration tenue en date du 12 janvier 2015 que:

- Le siège de la société a été transféré du 30, Boulevard Royal L-2249 Luxembourg au 3 rue Belle-Vue L-1227 Luxembourg.

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 23 janvier 2015.

Référence de publication: 2015012917/13.

(150014838) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 janvier 2015.

Reichert Technology Partners S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4531 Differdange, 126, avenue Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 161.267.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 janvier 2015.

Référence de publication: 2015012984/10.

(150014587) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 janvier 2015.

Ultra Premium Brands S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 57, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 47.558.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015013074/9.

(150014799) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 janvier 2015.

Technet Investment Holding SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1114 Luxembourg, 3, rue Nicolas Adames.

R.C.S. Luxembourg B 77.187.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015013057/9.

(150014729) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 janvier 2015.

AAG Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5440 Remerschen, 117, route du Vin.

R.C.S. Luxembourg B 125.160.

Der Jahresabschluss vom 31.12.2013 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.
Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015013142/9.

(150015745) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 janvier 2015.

BE 2012-01 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 20, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 170.233.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015013209/9.

(150016339) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 janvier 2015.

Beim Coiffeur Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9166 Mertzig, 11, Zone Industrielle.

R.C.S. Luxembourg B 157.772.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015013210/9.

(150015140) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 janvier 2015.

Baltic Partners S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 43, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 170.090.

Par la présente je vous informe de ma démission de mon mandat de gérant de votre société avec effet immédiat.
Luxembourg, le 30/04/2014. Christophe Fender.

Référence de publication: 2015013204/9.

(150015582) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 janvier 2015.

AHC Capital S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

R.C.S. Luxembourg B 152.627.

Le siège social de la société AHC CAPITAL SARL, RCS Luxembourg B 152.627 (L-1258 Luxembourg, 4, rue Jean-Pierre Brasseur), a été dénoncé avec effet immédiat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 janvier 2015.

FELTEN & ASSOCIES

Signature

L'agent domiciliataire

Référence de publication: 2015013153/13.

(150015960) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 janvier 2015.

«AI + S. à r.l.», Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8509 Redange-sur-Attert, 36, rue de Nagem.

R.C.S. Luxembourg B 124.912.

Extrait de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 16 janvier 2015

L'Assemblée Générale Extraordinaire du 16 janvier 2015 a décidé de transférer le siège social de la société AIPLUS sàrl à 8509 Rédange sur Attert, Rue de Nagem 36.

Référence de publication: 2015013154/10.

(150016246) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 janvier 2015.

Alimentar S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3440 Dudelange, 28, avenue Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 78.077.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015013156/10.

(150016047) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 janvier 2015.

Agricultural Finance Investments S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 146.061.

Le Bilan au 31.12.2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015013152/10.

(150016322) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 janvier 2015.

Alysea S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3327 Crauthem, 48, rue de Hellange.

R.C.S. Luxembourg B 136.698.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 décembre 2014.

Référence de publication: 2015013165/10.

(150015975) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 janvier 2015.

Barolux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 6, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 183.547.

—
Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale extraordinaire tenue le 22 janvier 2015

- La société PricewaterhouseCoopers Luxembourg, Société Coopérative, 2, rue Gerhard Mercator B.P. 1443, L-2182 Luxembourg est nommée en tant que Réviseur d'entreprises agréé pour la revue des comptes au 31 décembre 2014.

Le mandat de PricewaterhouseCoopers Luxembourg, Société Coopérative viendra à échéance lors de l'assemblée générale statutaire de 2015.

- La démission de Monsieur Thierry DELBECQ de son mandat de Commissaire est acceptée avec effet immédiat et il est accepté que celui-ci ne revoie pas les comptes au 31 décembre 2014.

Certifié sincère et conforme

Référence de publication: 2015013205/15.

(150015719) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 janvier 2015.

Belflux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 38.185.

—
Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale du 30 novembre 2014.

Administrateur délégué

L'assemblée générale a accepté la démission en tant qu'administrateur délégué de monsieur Eric DE VOCHT et ce avec effet à partir du 1^{er} décembre 2014.

L'assemblée générale a nommé en tant qu'administrateur délégué en son remplacement: monsieur Fons MANGEN, 147 rue de Warken à L-9088 Ettelbruck.

Suite à ces décisions le conseil d'administration en fonction jusqu'à l'assemblée générale de 2016 se compose comme suite:

MANGEN Fons, réviseur d'entreprises, 147 rue de Warken à L-9088 Ettelbruck, administrateur et administrateur délégué

DE VOCHT Eric, architect, Untergstaadstrasse 24 à CH-3780 Gstaad;

ODEURS Maryse, Grote Roost 32 à 3500 Hasselt, Belgique, administrateur.

Un administrateur

Référence de publication: 2015013212/20.

(150015569) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 janvier 2015.

Belvezet S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 153.722.

—
Conformément à l'article premier de la loi du 28 juillet 2014, relative à l'immobilisation des actions et parts au porteur, et par décision du Conseil d'Administration en date du 12 janvier 2015, EXPERTA CORPORATE AND TRUST SERVICES S.A., Luxembourg, société anonyme, 42, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg, immatriculée au R.C.S. Luxembourg sous le numéro B-29597, a été nommée agent dépositaire des actions au porteur et détenteur du registre des actions au porteur de la Société avec effet immédiat et pour une durée illimitée.

Luxembourg, le 26 janvier 2015.

Pour: BELVEZET S.A. SPF

Experta Luxembourg

Société anonyme

Référence de publication: 2015013215/16.

(150016182) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 janvier 2015.

Benoi Private S.A. SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 155.212.

Conformément à l'article premier de la loi du 28 juillet 2014, relative à l'immobilisation des actions et parts au porteur, et par décision du Conseil d'Administration en date du 12 janvier 2015, EXPERTA CORPORATE AND TRUST SERVICES S.A., Luxembourg, société anonyme, 42, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg, immatriculée au R.C.S. Luxembourg sous le numéro B-29597, a été nommée agent dépositaire des actions au porteur et détenteur du registre des actions au porteur de la Société avec effet immédiat et pour une durée illimitée.

Luxembourg, le 26 janvier 2015.

Pour: *BENOI PRIVATE S.A. SPF*

Experta Luxembourg

Société anonyme

Référence de publication: 2015013216/16.

(150016181) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 janvier 2015.

BERF Luxco 1, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 14.000,00.

Siège social: L-1450 Luxembourg, 73, Côte d'Eich.

R.C.S. Luxembourg B 160.384.

Extrait des résolutions de l'associé unique

En date du 21 janvier 2015 l'associé unique a décidé comme suit:

- d'accepter la démission de Claudine Schinker, en tant que gérant de classe B de la Société et ce avec effet au 7 janvier 2015.

- de nommer Simon Maire, né le 28 juin 1985 à Virton (Belgique), demeurant professionnellement au 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, en tant que gérant de classe B de la Société pour une durée indéterminée, et ce avec effet au 7 janvier 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 janvier 2015.

Signature

Un Mandataire

Référence de publication: 2015013217/19.

(150016292) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 janvier 2015.

BERKELEY Properties S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2418 Luxembourg, 5, rue de la Reine.

R.C.S. Luxembourg B 152.277.

EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire de la société anonyme BERKELEY PROPERTIES SA qui s'est tenue extraordinairement en date du 22 janvier 2015 que:

1. Madame Catherine Francq a été révoquée en tant que administrateur administrateur-délégué de la société avec effet à ce jour;

2. Madame Catherine Manry, demeurant professionnellement au 5, rue de la Reine, L-2418 Luxembourg, a été nommée comme administrateur et administrateur-délégué en remplacement de Madame Catherine Francq. Son mandat expirera à l'assemblée générale qui sera tenue en 2016.

Luxembourg, le 22 janvier 2015.

Référence de publication: 2015013218/16.

(150016387) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 janvier 2015.

Bois et Biomasse S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8070 Bertrange, 10B, rue des Mérovingiens.
R.C.S. Luxembourg B 172.988.

Il a été constaté que la société NANZENJI S.A., administrateur de la société, a transféré son siège social au 25B boulevard Royal, L-2449 Luxembourg.

Le 26 janvier 2015.

Pour BOIS ET BIOMASSE S.A.

Référence de publication: 2015013222/11.

(150016031) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 janvier 2015.

Blyde River Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 23, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 161.159.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire tenue extraordinairement le 19 janvier 2015

Première résolution

L'assemblée prend note de la démission des administrateurs suivant, avec effet immédiat:

- Monsieur Claude FABER
- Monsieur Didier KIRSCH
- Monsieur Lionel CAPIAUX

L'assemblée prend note de la démission du commissaire aux comptes REVILUX SA, avec effet immédiat.

Deuxième résolution

L'assemblée décide de nommer aux postes d'administrateurs jusqu'à l'assemblée générale devant se tenir en 2020.

- Stanislas LAVOREL, né le 26 mai 1972 à Lyon, domicilié professionnellement au 23 avenue Monterey, L-2163 Luxembourg,

- Jean-Claude LAVOREL, né le 29 mars 1948 à Crépieux-la-Pape (F), domicilié professionnellement au 23 avenue Monterey, L-2163 Luxembourg

- MPL 1, société anonyme de droit luxembourgeois, sise au 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg, RCS Luxembourg B 176.404, dûment représentée par son représentant permanent, Monsieur François Valencony, né le 13/09/1973 à Annonay (F), demeurant professionnellement au 17, rue Bourgelat, F-69002 Lyon

- LAVOREL GROUPE, société anonyme de droit luxembourgeois, sise au 23 avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, RCS Luxembourg B 164.067, représentée par son représentant permanent Monsieur Stanislas Lavorel, né le 26 mai 1972 à Lyon, domicilié professionnellement au 23 avenue Monterey, L-2163 Luxembourg,

- Michaël DANDOIS, né le 15 janvier 1971 à Messancy (B), domicilié professionnellement au 23 rue Jean Jaurès, L-1836 Luxembourg

- Antoine MEYNIAL, né le 6 février 1966 à Paris (F), domicilié professionnellement au 23 rue Jean Jaurès, L-1836 Luxembourg

La société décide de nommer au poste de commissaire aux comptes, jusqu'à l'assemblée générale devant se tenir en 2020 la société GRANT THORNTON LUX AUDIT, RCS Luxembourg B 43.298, sise au 89A, Pafbruch, L-8308 Capellen.

Troisième résolution

L'assemblée décide de transférer le siège social de la société au 23 avenue Monterey, L-2163 Luxembourg avec effet immédiat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Dandois & Meynial

Référence de publication: 2015013221/37.

(150015551) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 janvier 2015.

BPT Optima S.A., SICAR, Société Anonyme sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 110.456.

Lors de l'assemblée générale annuelle tenue en date du 30 avril 2014, les actionnaires ont pris les décisions suivantes:

1. Renouvellement du mandat des administrateurs suivants:

- Alain Heinz, avec adresse professionnelle au 121, avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxembourg
- Mogens Jorgensen, avec adresse au 43, Sondergards Allé, 2760 Malov, Danemark
- Kaj Andreasen, avec adresse au 4, Langebrogade, 1411 Copenhague, Danemark

pour une période venant à échéance lors de l'assemblée générale annuelle qui statuera sur les comptes de l'exercice social se clôturant au 31 décembre 2014 et qui se tiendra en 2015;

2. Renouvellement du mandat de réviseur d'entreprises agréé d'ERNST & YOUNG, avec siège social au 7, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, pour une période venant à échéance lors de l'assemblée générale annuelle qui statuera sur les comptes de l'exercice social se clôturant au 31 décembre 2014 et qui se tiendra en 2015;

3. Non renouvellement du mandat d'administrateur de Lau Kristensen, avec adresse au 9A, Imortellevek, 2950 Vedbaek, Danemark;

4. Acceptation de la démission de Peter Mollerup, avec adresse au 31-33, Kalvebod Brygge, 1780 Copenhague, Danemark, de son mandat d'administrateur, avec effet immédiat;

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 26 janvier 2015.

Référence de publication: 2015013227/24.

(150016356) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 janvier 2015.

Braemar Management S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 42.314.

Extrait du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration tenue en date du 19 décembre 2014

La société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois Intertrust (Luxembourg) S.à r.l., ayant son siège social à L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert, (R.C.S. Luxembourg B 103.123) est nommée pour une durée indéterminée à la fonction de dépositaire, en application des dispositions de la loi du 28 juillet 2014 relative à l'immobilisation des actions et parts au porteur et à la tenue du registre des actions nominatives et du registre des actions au porteur.

Luxembourg, le 23 janvier 2015.

Pour extrait sincère et conforme
BRAEMAR MANAGEMENT S.A.

Un mandataire

Référence de publication: 2015013228/16.

(150015248) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 janvier 2015.

Bridge Development Corp II S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1836 Luxembourg, 23, rue Jean Jaurès.

R.C.S. Luxembourg B 116.050.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire reportée tenue en date du 15 janvier 2015

L'assemblée décide de reconduire le mandat des administrateurs ci-dessous jusqu'à l'assemblée générale devant se tenir en 2021, à savoir:

- Maître Michaël DANDOIS,
- Maître Antoine MEYNIAL,
- Monsieur Stéphane WARNIER.

Me Michaël DANDOIS est nommé président du conseil d'administration.

L'assemblée décide de reconduire le mandat du Commissaire aux Comptes ci-dessous jusqu'à l'assemblée devant se tenir en 2021, à savoir:

CHESTER & JONES Sàrl, RCS Luxembourg B 120602, 14 rue Bernard Haal, L-1711 Luxembourg.

Dandois & Meynial

Référence de publication: 2015013232/18.

(150016317) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 janvier 2015.

Cindy S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.
R.C.S. Luxembourg B 169.774.

Conformément à l'article premier de la loi du 28 juillet 2014, relative à l'immobilisation des actions et parts au porteur, et par décision du Conseil d'Administration en date du 12 janvier 2015, EXPERTA CORPORATE AND TRUST SERVICES S.A., Luxembourg, société anonyme, 42, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg, immatriculée au R.C.S. Luxembourg sous le numéro B-29597, a été nommée agent dépositaire des actions au porteur et détenteur du registre des actions au porteur de la Société avec effet immédiat et pour une durée illimitée.

Luxembourg, le 26 janvier 2015.

Pour: CINDY S.A.

Experta Luxembourg
Société anonyme

Référence de publication: 2015013293/16.

(150016178) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 janvier 2015.

CCP III France S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 16, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 165.494.

In the year two thousand and fourteen, on the twenty-third of December.

Before Maître Henri Hellinckx, notary public residing at Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, undersigned.

Is held

an Extraordinary General Meeting of the sole shareholder of "CCP III France S.à r.l." (hereafter referred to as the "Company"), a "Société à responsabilité limitée", established at 16, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, R.C.S. Luxembourg section B number 165.494, incorporated by deed of Maître Martine Schaeffer, notary residing in Luxembourg, on December 13, 2011, published in the Luxembourg Memorial C number 289 on February 2, 2012.

There appeared:

Curzon Capital Partners III S.à r.l., a "Société à responsabilité limitée", governed by the laws of Luxembourg, having its registered office at 16, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 160.909 (the Sole Shareholder),

hereby represented by Mrs. Annick Braquet, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given on December 22, 2014, which proxy, after having been signed ne varietur by the proxyholder acting on behalf of the appearing party and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed to be filed with such deed with the registration authorities.

The Sole Shareholder has declared and requested the undersigned notary to record the following:

- I. that the Sole Shareholder holds all the shares in the share capital of the Company;
- II. that the agenda of the present Extraordinary General Meeting is the following:
 1. Dissolution of the Company and decision to voluntarily put the Company into liquidation (voluntary liquidation),
 2. Appointment of Curzon Capital Partners III S.à r.l. a private limited liability company (société à responsabilité limitée), governed by the laws of Luxembourg, having its registered office at 16, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg as liquidator (the "Liquidator");
 3. Determination of the powers of the Liquidator and the liquidation procedure of the Company;
 4. Approval of the financial statements of the Company for the period from January 1, 2014 to December 19, 2014;
 5. Discharge of the board of managers of the Company for the accomplishment of its mandate;
 6. Miscellaneous.
- III. The Sole Shareholder passes the following resolutions:

First resolution:

The Sole Shareholder resolves to dissolve the Company and to voluntarily put the Company into liquidation (voluntary liquidation).

Second resolution:

The Sole Shareholder resolves to appoint Curzon Capital Partners III S.à r.l. prenamed, as liquidator (the "Liquidator").

Third resolution:

The Sole Shareholder resolves to confer to the Liquidator the powers set forth in articles 144 et seq. of the amended Luxembourg law on Commercial Companies dated 10 August 1915 (the "Law").

The Sole Shareholder further resolves that the Liquidator shall be entitled to pass all deeds and carry out all operations, including those referred to in article 145 of the Law, without the prior authorisation of the Sole Shareholder. The Liquidator may, under its sole responsibility, delegate its powers for specific defined operations or tasks, to one or several persons or entities.

The Sole Shareholder further resolves to empower and authorise the Liquidator, acting individually under its sole signature on behalf of the Company in liquidation, to execute, deliver and perform under any agreement or document which is required for the liquidation of the Company and the disposal of its assets.

The Sole Shareholder further resolves to empower and authorise the Liquidator to make, in its sole discretion, advance payments of the liquidation proceeds to the Sole Shareholder of the Company, in accordance with article 148 of the Law.

Fourth resolution:

The Sole Shareholder resolves to approve the financial statements of the Company for the period from January 1, 2014 to December 19, 2014.

Fifth resolution:

The Sole Shareholder decides to grant full and total discharge to the board of managers for the accomplishment of its mandate until today.

There being no further business on the Agenda, the meeting was thereupon closed.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, whom is known to the notary by his surname, Christian name, civil status and residence, the said person signed this original deed with us, the notary.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French version. On request of the same appearing person and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

Suit la traduction en français du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le vingt-trois décembre.

Pardevant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, soussigné.

Se réunit

l'Assemblée Générale Extraordinaire de l'associé unique de la société à responsabilité limitée " CCP III France S.à r.l." (la "Société"), ayant son siège social au 16 avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg, section B sous le numéro 165.494, constituée suivant acte reçu par le notaire Maître Martine Schaeffer, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 13 décembre 2011, publié au Mémorial C numéro 289 du 2 février 2012.

A comparu:

Curzon Capital Partners III S.à r.l., une société à responsabilité limitée avec siège social au 16 avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg, section B sous le numéro 160.909 («l'Associé Unique»),

Ici représenté par Mme Annick Braquet, de résidence professionnelle à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée le 22 décembre 2014, Ladite procuration, après signature ne varietur par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentaire, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

L'Associé Unique a requis le notaire instrumentaire d'acter ce qui suit:

- I. que l'Associé Unique détient toutes les parts sociales du capital de la Société;
- II. l'ordre du jour de l'Assemblée est le suivant:

Ordre du jour

1. Dissolution de la Société et décision de mettre volontairement la Société en liquidation (liquidation volontaire);
2. Nomination de Curzon Capital Partners III S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit Luxembourgeois ayant son siège au 16, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, en tant que liquidateur (le "Liquidateur");
3. Détermination des pouvoirs du Liquidateur et de la procédure de liquidation de la Société;
4. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes de la Société pour la période du 1^{er} janvier 2014 au 19 décembre 2014;
5. Décharge des gérants de la Société pour l'accomplissement de leurs mandats;

6. Divers.

L'Associé Unique a pris les résolutions suivantes:

Première résolution:

L'Associé Unique décide de dissoudre la Société et de mettre volontairement la Société en liquidation (liquidation volontaire).

Deuxième résolution:

L'Associé Unique décide de nommer Curzon Capital Partners III S.à r.l., précité, en tant que liquidateur (le "Liquidateur").

Troisième résolution:

L'Associé Unique décide d'attribuer au Liquidateur tous les pouvoirs prévus aux articles 144 et suivants de la loi du 10 août 1915 sur les Sociétés Commerciales, telle que modifiée (la "Loi").

L'Associé Unique décide en outre que le Liquidateur est autorisé à passer tous actes et à exécuter toutes opérations, en ce compris les actes prévus aux articles 145 de la Loi, sans autorisation préalable de l'Associé Unique. Le Liquidateur pourra déléguer, sous sa propre responsabilité, ses pouvoirs, pour des opérations ou tâches spécialement déterminées, à une ou plusieurs personnes physiques ou morales.

L'Associé Unique décide en outre de conférer à et d'autoriser le Liquidateur, agissant individuellement par sa seule signature au nom de la Société en liquidation, à exécuter, délivrer et réaliser tout contrat ou document requis pour la liquidation de la Société et la disposition de ses actifs.

L'Associé Unique décide également de conférer à et d'autoriser le Liquidateur, à sa seule discrétion, à verser des avances sur le solde de liquidation à l'Associé Unique de la Société conformément à l'article 148 de la Loi.

Quatrième résolution:

L'Associé Unique décide d'approuver le bilan et le compte des profits et pertes de la Société pour la période s'écoulant du 1^{er} janvier 2014 au 19 décembre 2014.

Cinquième résolution:

L'Associé Unique décide d'accorder pleine et entière décharge aux gérants pour l'exercice de leurs mandats jusqu'à ce jour.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont procès-verbal, passé à Luxembourg, le jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite au comparant, connu du notaire par son nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec Nous notaire la présente minute.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, déclare que sur la demande du comparant le présent acte est en langue anglaise, suivi d'une version française.

A la demande du comparant et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fait foi.

Signé: A. BRAQUET et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 31 décembre 2014. Relation: LAC/2014/64294. Reçu douze euros (12.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 26 janvier 2015.

Référence de publication: 2015013279/131.

(150015961) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 janvier 2015.

CEC Consulting, Engineering, Constructions S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3961 Ehlange, 7A, Am Brill.

R.C.S. Luxembourg B 46.620.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015013280/10.

(150015456) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 janvier 2015.

CEREP Redcliffe S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 121.597.

Les comptes annuels au 30 juin 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015013285/9.

(150015635) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 janvier 2015.

Bova Invest S.A., Société Anonyme.

Capital social: EUR 31.000,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 193.889.

STATUTES

In the year two thousand and fourteen, on the twenty-ninth day of the month of December.

Before Us, Maître Francis Kessler, notary residing in Esch-sur-Alzette (Grand-Duchy of Luxembourg),

is held

an extraordinary general meeting (the Meeting) of the shareholders of Springland Holdings Limited, a BVI company limited by shares with registered office at 171 Main Street, PO Box 4041, Road Town, Tortola VG1110, British Virgin Islands, and registered with the BVI Registrar of Corporate Affairs with registration number 1046939 (the Company).

There appeared:

1. Cosign Nominees Limited, a Guernsey non cellular company with registered office at Martello Court, Admiral Park, St Peter Port, Guernsey GY1 3HB and registered with the Guernsey Register of Companies with registration number 18130 (Cosign Nominees Limited); and

2. Spread Nominees Limited, a Guernsey non cellular company with registered office at Martello Court, Admiral Park, St Peter Port, Guernsey GY1 3HB and registered with the Guernsey Register of Companies with registration number 18153 (Spread Nominees Limited),

hereby both represented by Me Laurence Elkoubi, lawyer, professionally residing in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, by virtue of powers of attorney given under private seal.

The appearing parties referred to above is referred to as the Shareholders.

The powers of attorney of the Shareholders, after having been signed *ne varietur* by the proxyholder acting on their behalf and by the undersigned notary, shall remain attached to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The Shareholders, represented as stated above, have requested the undersigned notary to record the following:

I. that the Shareholders are the owners of all the one thousand and two (1,002) ordinary shares issued and outstanding with a par value of one United States Dollar (USD 1) each in the share capital of the Company;

II. that the Shareholders, by special resolutions dated 12 December 2014 (the BVI Special Resolutions), resolved that the proposal by the Company to seek continuance in the Grand-Duchy of Luxembourg be approved;

III. that the directors of the Company, by resolutions dated 12 December 2014 (the BVI Directors' Resolutions), resolved *inter alia*, to convene this Meeting to carry out the continuation of the Company in the Grand-Duchy of Luxembourg without discontinuity of its legal personality and to accept (i) the resignation of Cosign Services Limited and Spread Services Limited as directors of the Company from their office, (ii) the appointment of Mrs Astrid Betz, Mrs Monique Juncker and Mr David Sana as the new directors of the Company and (iii) a change in the registered office of the Company to 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, each of these decisions with effect upon the continuance of the Company in Luxembourg;

IV. that it results from a balance sheet of the Company as at 30 November 2014 that the net assets of the Company amount to six million four hundred ninety-two thousand thirteen Euro (EUR 6,492,013) on an historical basis accounting method (the Interim Balance Sheet);

Copies of (a) the BVI Special Resolutions referred to under item II. above, (b) the BVI Directors' Resolutions referred to under item III. above and (c) the Interim Balance Sheet referred to under item IV. above, after signature *ne varietur* by the proxyholder of the Shareholders and the notary, shall remain attached to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities;

V. that the Shareholders intend to pass (or as the case may be, confirm) resolutions on the following items:

1. consent to the calling of the Meeting in the form and with the notice period used;

2. resignations of Cosign Services Limited and Spread Services Limited (the BVI Directors) as directors of the Company with effect upon the continuance of the Company in the Grand-Duchy of Luxembourg;

3. transfer of (i) the registered office of the Company and (ii) the place of effective management, the seat of central administration and the seat of central management and control of the Company from the BVI Islands to 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, without discontinuity of the legal personality of the Company;

4. operation of the Company in the Grand-Duchy of Luxembourg under the form of a public limited liability company (société anonyme) under the name of "BOVA INVEST S.A.";

5. decision to approve the Interim Balance Sheet and allocation of the transferred net asset value of the Company;

6. cancellation of the memorandum and articles of association of the Company and full restatement of the articles of association of the Company for the purpose of making them compliant with the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg applicable to a public limited liability company (société anonyme);

7. confirmation of the description and consistency of the assets and liabilities, and of the share capital of the Company;

8. appointment of the directors and of the statutory auditor of the Company for a period of six (6) years; and

9. miscellaneous.

These facts exposed and recognised as accurate by the Shareholders, they unanimously pass the following resolutions:

First resolution

The entirety of the share capital of the Company being represented, the Shareholders, considering themselves as duly convened and declaring to have perfect knowledge of the agenda which has been communicated to them in advance, consent to the calling of the Meeting in the form and with the notice period used.

Second resolution

The Meeting resolves to confirm, with effect from the execution of the present deed, as per the BVI Directors' Resolutions, the resignations of the BVI Directors as directors of the Company with effect upon the continuance of the Company in the Grand-Duchy of Luxembourg.

Third resolution

The Meeting resolves to confirm, with effect from the execution of the present deed, as per the BVI Directors' Resolutions, the transfer of (i) the registered office of the Company and (ii) the place of effective management, the seat of central administration and the seat of central management and control of the Company from the BVI Islands to 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, without discontinuity of the legal personality of the Company and as a result that the nationality of the Company be changed to a company with the Luxembourg nationality.

Fourth resolution

The Meeting resolves that, as per the BVI Directors' Resolutions, with effect from the execution of the present deed, the Company shall operate in the Grand-Duchy of Luxembourg under the form of a public limited liability company (société anonyme) under the name of "BOVA INVEST S.A.".

Fifth resolution

The Meeting resolves to approve the Interim Balance Sheet, confirming that the net asset value of the Company amounts to six million four hundred ninety-two thousand thirteen Euro (EUR 6,492,013) on an historical basis accounting method.

In the report of the independent auditor Audit Conseil Services (Cabinet de Révision Agréé), 204 route d'Arlon, L-8010 Strassen (Luxembourg) (the Audit Report), the amount of the net asset value of the Company has been adjusted to an amount of five million nine hundred ninety-seven thousand one hundred fifty Euro (EUR 5,997,150) (valuation at fair market value) and the Audit Report concludes as follows:

"Based on our work and given the market condition and other circumstances prevailing at the date of this report, nothing came to our attention that causes us to believe that the value of the assets and liabilities to be transferred are not at least equal to the value of the shares to be issued in consideration, plus share premium".

This report is here annexed.

The Meeting further resolves to allocate from the transferred net asset value:

- thirty-one thousand Euro (EUR 31,000) to the subscribed share capital of the Company, fixed at thirty-one thousand Euro (EUR 31,000) represented by thirty-one thousand (31,000) shares, with a nominal value of one Euro (EUR 1) each, which are owned as follows:

a) Cosign Nominees Limited, prenamed, owns thirty thousand nine hundred sixty-nine (30,969) shares with a nominal value of one Euro (EUR 1) each; and

b) Spread Nominees Limited, prenamed, owns thirty-one (31) shares with a nominal value of one Euro (EUR 1) each.

- and the remaining net asset value to the Company's share premium account.

Sixth resolution

The Meeting resolves to confirm, with effect from the execution of the present deed, the cancellation of the memorandum and articles of association of the Company and full restatement of the articles of association of the Company for the purpose of making them compliant with the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg applicable to a public limited liability company (société anonyme) so that they now read as follows:

" **Art. 1. Corporate form and Name.** There is formed a public limited liability company (société anonyme) under the name "BOVA INVEST S.A." (the Company), which shall be governed by the laws of Luxembourg, in particular by the law dated 10 August 1915, on commercial companies, as amended (the Law), as well as by the present articles of association (the Articles).

Art. 2. Registered office.

2.1. The registered office of the Company is established in Luxembourg City, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within the boundaries of the municipality by a resolution of the sole director, or as the case may be, the Board of Directors. The registered office may further be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the shareholders.

2.2. Branches, subsidiaries or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the sole director, or as the case may be, the Board of Directors. Where the sole director or the Board of Directors determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent as determined in their sole discretion and that these developments or events may interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances. Such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg incorporated company.

Art. 3. Object.

3.1. The object of the Company is the acquisition, holding and disposal of participations, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever and the administration, management, control and development of such participations. The Company may in particular acquire by way of subscription, purchase, exchange or in any other manner any stock, shares and/or other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and/or other debt instruments and more generally any securities and/or financial instruments issued by any public or private entity whatsoever. It may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise.

3.2. The Company may also invest in intellectual property rights.

3.3. The Company may borrow in any form whatsoever. It may issue notes, bonds and debentures and any kind of debt and/or equity securities. The Company may lend funds including, without limitation, the proceeds of any borrowings and/or issues of debt or equity securities to its subsidiaries and/or affiliated companies and the Company may also give guarantees and pledge, transfer, encumber or otherwise create and grant security over all or over some of its assets to guarantee its own obligations and undertakings and/or obligations and undertakings of any other company or person, and, generally, for its own benefit, in each case to the extent those activities are not considered as regulated activities of the financial sector.

3.4. The Company may generally employ any techniques and instruments relating to its investments for the purpose of their efficient management, including techniques and instruments designed to protect the Company against credit, currency exchange, interest rate risks and other risks.

3.5. In a general fashion the Company may take any management, controlling and supervisory measures and carry out any commercial, industrial or financial operation, which it may deem useful in the accomplishment and development of its objects.

3.6. The objects of the Company as specified in the preceding paragraphs shall be construed in the widest sense as to include any activity, operation, transaction or purpose which is directly or indirectly related or conducive thereto, it being understood that the Company will not enter into any transaction which would cause it to be engaged in any activity that would be considered as a regulated activity by the financial sector.

Art. 4. Duration.

4.1. The Company is formed for an unlimited duration.

4.2. The Company may be dissolved, at any time, by a resolution of the shareholders of the Company adopted in the manner required for the amendment of the Articles.

4.3. The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or several of the shareholders.

Art. 5. Share capital and Authorised share capital.

5.1. The Company's subscribed corporate share capital is set at thirty-one thousand Euro (EUR 31,000) consisting of thirty-one thousand (31,000) ordinary shares, each with a nominal value of one Euro (EUR 1), all fully subscribed and entirely paid-up.

5.2. The share capital of the Company may be increased or reduced by a resolution of the general meeting of shareholders of the Company adopted in the manner required for amendments of the Articles.

5.3. An authorized share capital of the Company is set at five hundred thousand Euro (EUR 500,000), represented by five hundred thousand (500,000) shares each with a nominal value of one Euro (EUR 1).

5.4. The sole director, or as the case may be, the Board of Directors, is in particular authorized and empowered to:

(a) realize any increase of the corporate capital within the limits of the authorized share capital in one or several successive tranches, by the issuing of new ordinary shares, with or without share premium, against payment in cash or in kind, by conversion of claims or in any other manner;

(b) determine whether a share premium will be paid on such new ordinary shares to be subscribed for and issued and the amount of such share premium;

(c) determine the place and date of the issue or the successive issues, the number of shares to be issued, the issue price, the terms and conditions of the subscription and paying up of the new ordinary shares; and

(d) remove or limit the preferential subscription right of the shareholder(s) in case of the issue of new ordinary shares against payment in cash.

5.5. This authorization is valid during a period ending five (5) years after the date of publication of this deed in the Luxembourg Memorial C and it may be amended or renewed by a resolution of the general meeting of shareholder(s) in accordance with the quorum and majority rules set by these Articles or, as the case may be, the Law.

5.6. The sole director, or as the case may be, the Board of Directors, may delegate to any duly authorized officer of the Company or to any other duly authorized person, the duties of accepting subscriptions and receiving payment for new ordinary shares representing part or all of such increased amounts of capital. After each increase of the issued capital performed in the legally required form by the sole director, or as the case may be, the Board of Directors, within the limits of the authorized capital, the present article is, as a consequence, to be amended to reflect this amendment. Such modification will be recorded in authentic form by the sole director, or as the case may be, the Board of Directors, or by any person duly authorized by it for this purpose.

5.7. In addition to the corporate capital, there may be set up (i) a premium account into which any premium paid on any share in addition to its nominal value is transferred and (ii) other reserve accounts. The amount of the premium and/or other reserve account(s) may be used notably to provide for the payment of any shares which the Company may redeem from its shareholders, to offset any net realized losses, to make distributions to the shareholders or to allocate funds to the legal reserve.

5.8 The Company may, without limitation, accept equity or other contributions from shareholders without issuing shares or other securities in consideration for such contributions and may credit the contributions to one or more accounts. Decisions as to the use of any such accounts are to be taken by the shareholders subject to the Law and these Articles.

Art. 6. Shares and Shareholders.

6.1. The shares are and will remain in registered form.

6.2. A shareholders' register will be kept at the registered office of the Company in accordance with the provisions of the Law and may be examined by each shareholder who so requests.

6.3. Shares shall be transferred by a written declaration of transfer registered in the shareholders' register of the Company, such declaration of transfer to be executed by the transferor and the transferee or by persons holding suitable powers of attorney. The Company may also accept as evidence of transfer other instruments of transfer satisfactory to the Company.

6.4. Each share entitles the holder to a fraction of the corporate assets and profits of the Company in direct proportion to the number of shares in existence.

6.5. Towards the Company, the Company's shares are indivisible, since only one owner is recognized per share. Joint co-owners must appoint a sole person as their representative towards the Company.

6.6. The Company may redeem its own shares within the limits set forth by law.

6.7. The Company may have one or several shareholder(s).

Art. 7. Board of Directors.

7.1. Subject to article 7.2 below, the Company shall be managed by a board of directors composed of at least three (3) members who need not be shareholders of the Company (the Board of Directors).

7.2. To the extent the Company has only one shareholder, the sole shareholder may however decide that the Company shall be managed by a sole director, until the first general meeting following the introduction of at least one more shareholder.

7.3. The directors shall be elected by the shareholders of the Company at the general meeting. They shall be elected for a term not exceeding six (6) years and shall be re-eligible. The shareholders of the Company shall also notably determine the number of directors (subject to article 7.2 above) and the term of their office. In the event a director is elected without any indication on the terms of his mandate, he shall be deemed to be elected for six (6) years from the

date of his election. A director may be removed without cause and/or replaced, at any time, by resolution adopted by the general meeting of shareholders of the Company.

7.4. If a legal entity is appointed as director of the Company, this entity must designate a permanent representative who shall represent such legal entity in its duties as a director of the Company. Should the permanent representative be unable to perform his duties for whatever reason (including without limitation, removal, resignation, dismissal, death), the legal entity must immediately appoint another permanent representative.

7.5. In the event of vacancy in the office of a director because of death, retirement or otherwise, the remaining directors may elect, by a majority vote, a director to fill such vacancy until the next general meeting of the shareholders of the Company which shall proceed to the definitive appointment.

Art. 8. Powers of the Board of Directors.

8.1. All powers not expressly reserved by the Law or the present Articles to the shareholders of the Company fall within the competence of the sole director or, as the case may be, the Board of Directors, which is vested with the broadest powers to perform all management functions including but not limited to all acts or administration and disposition in the Company's interest, and which shall have all powers to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's object.

8.2. Special and limited powers may be delegated for determined matters to one or more agents, whether shareholders or not, by the sole director or, as the case may be, by the Board of Directors, or in accordance with article 10 of the Articles.

8.3. The sole director or, as the case may be, the Board of Directors is authorised to delegate the day-to-day management of the Company and the power to represent the Company in respect thereto to one or more directors, officers, or other agents who may but are not required to be shareholders, acting individually or jointly. If one or several directors of the Company has/have been empowered to represent the Company with respect to the day-to-day management of the Company, the Board of Directors must report to the annual general meeting any salary, remuneration and/or other advantages granted to such director(s) during the relevant financial year.

Art. 9. Procedure.

9.1. The Board of Directors must appoint a chairman among its members and it may choose a secretary, who need not be a director, and who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board of Directors and the minutes of the general meetings of the shareholders of the Company.

9.2. The Board of Directors shall meet upon call by the chairman of the Board of Directors or any two (2) directors, at the place indicated in the notice of meeting which shall be in Luxembourg.

9.3. Written notice of any meeting of the Board of Directors shall be given to all directors at least twenty-four (24) hours in advance of the date set for such meeting, except in case of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the convening notice of the meeting of the Board of Directors.

9.4. No such written notice is required if all members of the Board of Directors are present or represented during the meeting and if they state to have been duly informed, and to have had full knowledge of the agenda, of the meeting. The written notice may be waived by the consent in writing, whether in original, by telefax, e-mail, telegram or telex, of each member of the Board of Directors. Separate written notice shall not be required for meetings that are held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by resolution of the Board of Directors.

9.5. Any director may act at any meeting of the Board of Directors by appointing, in writing whether in original, by telefax, e-mail, telegram or telex, another director as his/her proxy. A director may also appoint another director as his/her proxy by phone, such appointment to be confirmed in writing subsequently.

9.6. The Board of Directors can validly deliberate and act only if a majority of its members is present or represented. Resolutions of the Board of Directors are validly taken by a majority of the votes cast. In the event that at any meeting the number of votes for and against a resolution are equal, the chairman of the meeting shall have a casting vote. The resolutions of the Board of Directors will be recorded in minutes signed by all the directors present or represented at the meeting or by the secretary (if any).

9.7. Any director may participate in any meeting of the Board of Directors by telephone or video conference call or by any other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to identify, and hear and speak to, each other. The participation in a meeting by these means is deemed equivalent to a participation in person at such meeting and a meeting held by way of such means of communication is deemed to be held at the registered office of the Company.

9.8. Circular resolutions signed by all the directors shall be valid and binding in the same manner as if passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or on multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by an original or by telegram, telex, facsimile or e-mail.

9.9. In the event that any director of the Company may have any conflicting interest in any decision to be made by the Board of Directors, such director shall make known to the Board of Directors such conflicting interest and cause a record of his statement to be mentioned in the minutes of the meeting. The relevant director shall not consider or vote upon any such matter, and such matter, and such director's interest therein, shall be reported to the next following general

meeting of the shareholders of the Company. If the Company has only one shareholder, a statement of the conflicting interest must be recorded in minutes. In case the Company is managed by a sole director, such director shall only mention his/her conflicting interest to the shareholder.

9.10. The provisions of article 9.9 of these Articles do not apply when the decisions of the sole director or of the Board of Directors relate to the day-to-day operations of the Company and are at arm's length terms.

9.11. In case there is only one director, the resolutions passed by the sole director shall be vested with the same authority as the resolutions passed by the Board of Directors and are documented by written minutes signed by the sole director.

Art. 10. Representation.

10.1. The Company shall be bound towards third parties in all matters by the signature of the sole director, or, in case the Company is managed by a Board of Directors, by the joint signatures of any two (2) directors of the Company.

10.2. The Company shall furthermore be bound towards third parties by the joint or single signature of any person to whom such signatory power has been validly delegated in accordance with article 8 of these Articles and within the limits of such power.

Art. 11. Liability of the directors. The directors assume, by reason of their mandate, no personal liability in relation to any commitment validly made by them in the name of the Company, provided such commitment is in compliance with these Articles as well as the applicable provisions of the Law.

Art. 12. Powers and Voting rights.

12.1. The general meeting of shareholders properly constituted represents the entire body of shareholders of the Company. It has the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to all the operations of the Company within the limits of the Law.

12.2. Without prejudice to article 12.4 of these Articles, resolutions of the shareholders shall be adopted at general meetings.

12.3. Each shareholder has voting rights commensurate to its/his/her shareholding. Each share is entitled to one vote.

12.4. The sole shareholder assumes all powers conferred by the Law to the general meeting of shareholders. The decisions of the sole shareholder are recorded in minutes.

Art. 13. Notices, Quorum, Majority and Voting proceedings.

13.1. The notice periods and proceedings as well as the discussion proceedings provided by law shall govern the notice for, and conduct of, the meetings of shareholders of the Company, unless otherwise provided herein.

13.2. Meetings of the shareholders of the Company shall be held at such place and time as may be specified in the respective convening notices of the meetings.

13.3. If all the shareholders of the Company are present or represented at a meeting of the shareholders of the Company, and consider themselves as being duly convened and informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice.

13.4. A shareholder may act at any meeting of the shareholders of the Company by appointing another person (who need not be a shareholder) as his/her/its proxy in writing, whether in original or by telegram, telex, facsimile or e-mail.

13.5. Each shareholder may also participate in any meeting of the shareholders of the Company by telephone or video conference call or by any other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to identify, hear and speak to each other. The participation in a meeting by these means is deemed equivalent to a participation in person at such meeting.

13.6. Each shareholder may also vote by way of voting forms provided by the Company. These voting forms contain the date and place of the meeting, the agenda of the meeting, the text of the proposed resolutions as well as for each proposed resolution, three (3) boxes allowing the shareholders to vote in favour, against or abstain from voting on the proposed resolution. The voting forms must be sent by the shareholders by mail, telegram, telex, facsimile or e-mail to the registered office of the Company. The Company will only accept the voting forms which are received prior to the time of the meeting specified in the convening notice. Voting forms which show neither a vote (in favour or against the proposed resolutions) nor an abstention shall be void.

13.7. Except as otherwise required by law or by these Articles, resolutions at a meeting of the shareholders of the Company duly convened will be adopted by a simple majority of those present or represented and voting, regardless of the proportion of the share capital represented at such meeting.

13.8. An extraordinary general meeting convened to amend any provisions of the Articles shall not validly deliberate unless at least one-half (50%) of the capital is represented and the agenda indicates the proposed amendments to the Articles. If this quorum is not reached, a second meeting may be convened, in the manner prescribed by the Articles, by means of notices published twice, at fifteen (15) days interval at least and fifteen days before the meeting in the Luxembourg official gazette, the Memorial, and in two (2) Luxembourg newspapers. Such convening notice shall reproduce the agenda and indicate the date and the results of the previous meeting. The second meeting shall validly deliberate regardless of

the proportion of the capital represented. At both meetings, resolutions, in order to be adopted, must be carried by at least two-thirds (2/3) of the votes cast.

13.9. The nationality of the Company may be changed and the commitments of its shareholders may be increased only with the unanimous consent of the shareholders and bondholders.

Art. 14. Financial Year and Annual general meeting.

14.1. The financial year of the Company shall begin on the first of January of each year and end on the thirty-first of December of such year.

14.2. Each year, with reference to the end of the Company's year, the sole director or, as the case may be, the Board of Directors must prepare annual accounts in accordance with the requirements of Luxembourg law and accounting practice.

14.3. The sole director or, as the case may be, the Board of Directors shall, one month before the annual general meeting of shareholders, deliver documentary evidence and a report on the operations of the Company to the statutory auditor(s) of the Company who must prepare a report setting forth his/their proposals.

14.4. The annual general meeting of the shareholders of the Company shall be held, in accordance with Luxembourg law, in Luxembourg at the address of the registered office of the Company or at such other place in the municipality of the registered office as may be specified in the convening notice of meeting, on the third Monday of May of each year at 2.00 p.m. If such day is not a business day for banks in Luxembourg, the annual general meeting shall be held on the next following business day.

Art. 15. Statutory / External auditor.

15.1. The operations of the Company shall be supervised by one or several statutory auditor(s) (commissaire(s) aux comptes) or, as the case may be, by one or more external auditors (réviseurs d'entreprises). The statutory/external auditor(s) shall be elected for a term not exceeding six (6) years and shall be re-eligible.

15.2. The statutory/external auditor(s) will be appointed by the general meeting of shareholders of the Company which will notably determine their number and the term of their office.

Art. 16. Allocation of profits.

16.1. From the annual net profits of the Company, five per cent (5%) shall be allocated to the reserve required by law. This allocation shall cease to be required as soon as such legal reserve amounts to ten per cent (10%) of the capital of the Company as stated or as increased or reduced from time to time as provided in article 5 of these Articles.

16.2. The general meeting of shareholders of the Company shall determine how the remainder of the annual net profits shall be disposed of and it may decide to pay dividends from time to time, as in its discretion it believes best suits the corporate purpose and policy.

16.3. Dividends, when payable, will be distributed at the time and place fixed by the sole director, or as the case may be, the Board of Directors, in accordance with the decision of the general meeting of shareholders. The dividends may be paid in Euro or any other currency selected by the sole director or the Board of Directors.

16.4. The sole director, or as the case may be, the Board of Directors may decide to pay interim dividends under the conditions and within the limits laid down in the Law.

Art. 17. Dissolution - Liquidation.

17.1. In the event of a dissolution of the Company, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, who do not need to be shareholders, appointed by a resolution of the sole shareholder or the general meeting of shareholders which will determine their powers and remuneration. Unless otherwise provided for in the resolution of the shareholders or by law, the liquidators shall be invested with the broadest powers for the realisation of the assets and payments of the liabilities of the Company.

17.2. The surplus resulting from the realisation of the assets and the payment of the liabilities of the Company shall be paid to the shareholders in proportion to the shares held by each shareholder in the Company.

Art. 18. Reference to the Law. All matters not governed by the Articles shall be determined in accordance with the Law."

Seventh resolution

The Meeting confirms the description and consistency of the assets and liabilities of the Company as resulting from the above-mentioned Interim Balance Sheet as of 30 November 2014.

The Meeting further confirms that the Company, without limitation or exception, continues to own all of its assets and to be obliged by all of its liabilities and commitments notwithstanding the migration of its registered office, place of effective management, seat of central administration and seat of central management and control to the Grand-Duchy of Luxembourg.

The Shareholders finally confirm that, as per the above-mentioned Interim Balance Sheet:

1. the net assets of the Company amount to six million four hundred ninety-two thousand thirteen Euro (EUR 6,492,013) on an historical basis accounting method (adjusted to an amount of five million nine hundred ninety-seven thousand one hundred fifty Euro (EUR 5,997,150) (valuation at fair market value) in the Audit Report); and

2. the share capital of the Company amounts to thirty-one thousand Euro (EUR 31,000) consisting of thirty-one thousand (31,000) ordinary shares, with a nominal value of one Euro (EUR 1) each, which are all owned as follows:

a) Cosign Nominees Limited, prenamed, owns thirty thousand nine hundred sixty-nine (30,969) shares with a nominal value of one Euro (EUR 1) each; and

b) Spread Nominees Limited, prenamed, owns thirty-one (31) shares with a nominal value of one Euro (EUR 1) each.

Eighth resolution

The Meeting resolves to confirm, as per the BVI Directors' Resolutions, with effect from the execution of the present deed and for a period of six (6) years:

1. the appointment of the following persons as new directors of the Company:

- Mrs Astrid Betz, born on 11 September 1969 in Woippy (France), with professional address at 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg;

- Mrs Monique Juncker, born on 9 April 1964 in Ettelbruck (Grand Duchy of Luxembourg), with professional address at 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg; and

- Mr David Sana, born on 10 April 1974 in Forbach (France), with professional address at 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg.

2. the appointment of COMCOLUX S.à r.l., 19 rue Eugène Ruppert, L-2753 Luxembourg (R.C.S. Luxembourg B 58.545), as statutory auditor of the Company.

Transitory provision

The first financial year of the Company shall start on the date hereof and it shall end on 31 December 2015.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that at the request of the appearing parties, the present deed is worded in English, followed by a French version. At the request of the same appearing parties, it is stated that, in the case of any discrepancy between the English and the French text, the English version will prevail.

Whereof, the present notarial deed is drawn in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, on the date stated above.

The document having been read to the proxyholder of the appearing parties, the proxyholder of the appearing parties signed together with Us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède

L'an deux mille quatorze, le vingt-neuvième jour du mois de décembre.

Par devant Maître Francis Kessler, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette (Grand-Duché de Luxembourg),

s'est tenue

l'assemblée générale extraordinaire (l'Assemblée) des actionnaires de Springland Holdings Limited, une société à responsabilité limitée des Iles Vierges Britanniques ayant son siège social au 171 Main Street, PO Box 4041, Road Town, Tortola VG1110, Iles Vierges Britanniques, et enregistrée auprès du registre des affaires des sociétés (Registrar of Corporate Affairs) des Iles Vierges Britanniques sous le numéro d'enregistrement 1046939 (la Société).

Ont comparu:

1. Cosign Nominees Limited, une société non cellulaire de Guernesey ayant son siège social à Martello Court, Admiral Park, St Peter Port, Guernesey GY1 3HB et enregistrée auprès du registre des Sociétés de Guernesey sous le numéro d'enregistrement 18130 (Cosign Nominees Limited); et

2. Spread Nominees Limited, une société non cellulaire de Guernesey ayant son siège social à Martello Court, Admiral Park, St Peter Port, Guernesey GY1 3HB et enregistrée auprès du registre des Sociétés de Guernesey sous le numéro d'enregistrement 18153 (Spread Nominees Limited),

ici toutes deux représentées par Me Laurence Elkoubi, avocate, résidant professionnellement à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu de procurations signées sous seing privé.

Les parties comparantes mentionnées ci-dessus sont appelées les Actionnaires.

Les procurations des Actionnaires, après avoir été signées ne varietur par le mandataire agissant en leur nom et par le notaire instrumentaire, resteront attachées au présent acte aux fins d'enregistrement.

Les Actionnaires, représentés comme mentionné ci-dessus, ont demandé au notaire instrumentaire d'acter ce qui suit:

I. que les Actionnaires sont les propriétaires de la totalité des mille deux (1.002) actions ordinaires restant émises ayant une valeur nominale de un dollar américain (USD 1) chacune dans le capital social de la Société;

II. que les Actionnaires, par résolutions spéciales datées du 12 décembre 2014 (les Résolutions Spéciales de BVI), ont décidé que la proposition de la Société de poursuivre son existence au Grand-Duché de Luxembourg est approuvée;

III. que les administrateurs de la Société, par résolutions datées du 12 décembre 2014 (les Résolutions BVI), ont résolu inter alia, de convoquer cette Assemblée pour statuer sur la continuation de la Société au Grand-Duché de Luxembourg sans discontinuité de sa personnalité juridique et d'accepter (i) la démission de Cosign Services Limited et de Spread Services Limited en tant qu'administrateurs de la Société de leur poste, (ii) la nomination de Mrs Astrid Betz, Mrs Monique Juncker et Mr David Sana comme nouveaux administrateurs de la Société et (iii) un changement de siège social de la Société au 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, chacune de ces décisions avec effet au moment de la continuation de la Société au Grand-Duché de Luxembourg;

IV. qu'il résulte d'états financiers de la Société au 30 novembre 2014 que les actifs nets de la Société s'élèvent à un montant de six millions quatre cent quatre-vingt-douze mille treize euros (EUR 6.492.013) sur base d'une méthode comptable à valeur historique (le Bilan Intérimaire);

Copies (a) des Résolutions Spéciales de BVI mentionnées sous le point II. ci-dessus, (b) des Résolutions BVI mentionnées sous le point III. ci-dessus et (c) du Bilan Intérimaire mentionné sous le point IV. ci-dessus, après avoir été signées ne varietur par le mandataire des Actionnaires et le notaire, resteront annexées au présent acte aux fins d'enregistrement;

V. que les Actionnaires ont l'intention de voter (ou, le cas échéant, confirmer) les résolutions sur les points suivants:

1. consentement à la tenue de l'Assemblée dans la forme et le délai suivi;
2. démissions de Cosign Services Limited et de Spread Services Limited (les Administrateurs de BVI) comme administrateurs de la Société avec effet au moment de la continuation de la Société au Grand-Duché de Luxembourg;
3. transfert (i) du siège social de la Société et (ii) du lieu d'administration centrale, du siège de l'administration centrale et du siège de la gestion centrale et du contrôle de la Société des Iles Vierges Britanniques au 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, sans discontinuité de la personnalité légale de la Société;
4. opération de la Société au Grand-Duché de Luxembourg sous la forme d'une société anonyme sous la dénomination de "BOVA INVEST S.A.";
5. décision d'approuver le Bilan Intérimaire et allocation de la valeur de l'actif net transféré de la Société;
6. annulation des statuts actuels (memorandum and articles of association) et refonte totale des statuts de la Société pour les besoins de les rendre conformes aux lois du Grand-Duché de Luxembourg applicables à une société anonyme;
7. confirmation de la description et de la consistance des actifs et passifs, et du capital social de la Société;
8. nomination des administrateurs et du commissaire aux comptes de la Société pour un mandat de six (6) ans; et
9. divers.

Ces faits étant exposés et reconnus comme justes par les Actionnaires, ils déclarent prendre les résolutions suivantes à l'unanimité:

Première résolution

La totalité du capital social de la Société étant représentée, les Actionnaires, se considérant comme dûment convoqués et déclarant avoir une parfaite connaissance de l'ordre du jour qui leur ont été communiqué à l'avance, consentent à la tenue de l'Assemblée dans la forme et le délai suivi.

Deuxième résolution

L'Assemblée décide, avec effet à la signature du présent acte, de confirmer, en accord avec les termes des Résolutions BVI, la démission des Administrateurs BVI de leur poste d'administrateurs de la Société avec effet à la continuation de la Société au Grand-Duché de Luxembourg.

Troisième résolution

L'Assemblée décide, avec effet à la signature du présent acte, de confirmer, en accord avec les Résolutions BVI, le transfert du (i) du siège social de la Société et (ii) du lieu d'administration central, du siège de l'administration centrale et du siège de la gestion centrale et du contrôle de la Société des Iles Vierges Britanniques au 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, sans discontinuité de la personnalité légale de la Société et ayant comme résultat que la nationalité de la Société est modifiée pour devenir une société luxembourgeoise.

Quatrième résolution

L'Assemblée décide, en accord avec les Résolutions BVI, avec effet à la signature du présent acte que la Société opérera au Grand-Duché de Luxembourg sous la forme d'une société anonyme sous la dénomination de "BOVA INVEST S.A.".

Cinquième résolution

L'Assemblée décide d'approuver le Bilan Intérimaire, confirmant que l'actif net de la Société s'élève à un montant de six millions quatre cent quatre-vingt-douze mille treize euros (EUR 6.492.013) sur base d'une méthode comptable à valeur historique.

Dans le rapport du Cabinet de Révision Agréé Audit Conseil Services, 204 route d'Arlon, L-8010 Strassen (Luxembourg) (le Rapport d'Audit), le montant de l'actif net de la Société a été ajusté à un montant de cinq millions neuf cent quatre-vingt-dix-sept mille cent cinquante euros (EUR 5.997.150) (évaluation à la valeur de marché), et le Rapport D'Audit conclut ainsi:

“Sur base de notre travail et étant donné les conditions de marché et les autres circonstances prévalant à la date de ce rapport, rien n’est venu à notre attention qui puisse nous faire penser que la valeur des actifs et passifs devant être transférés n’est pas au moins égale à la valeur des actions à émettre en échange, plus la prime d’émission.”.

Le présent rapport reste annexé au présentes.

L’Assemblée décide de plus d’allouer à partir de l’actif net transféré:

- trente-et-un mille euros (EUR 31.000) au capital social de la Société, représenté par trente-et-un mille (31.000) actions, avec une valeur nominale de un euro (EUR 1) chacune, détenues comme suit:

a) Cosign Nominees Limited, sus-mentionnée, détient trente mille neuf cent soixante-neuf (30.969) actions ayant une valeur nominale de un Euro (EUR 1) chacune; et

b) Spread Nominees Limited, sus-mentionnée, détient trente-et-une (31) actions ayant une valeur nominale de un Euro (EUR 1) chacune.

- et de placer le reste de l’actif net dans un compte de prime d’émission de la Société.

Sixième résolution

L’Assemblée décide de confirmer, avec effet à la signature du présent acte, l’annulation des statuts (memorandum and articles of association) de la Société et la refonte totale des statuts coordonnés de la Société afin de les rendre compatibles avec les lois du Grand-Duché de Luxembourg applicables à une société anonyme, de façon à ce qu’ils existent désormais comme suit:

" **Art. 1^{er}. Forme sociale et Dénomination.** Il est formé une société anonyme sous la dénomination "BOVA INVEST S.A." (la Société), qui sera régie par les lois du Luxembourg, en particulier par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales telle que modifiée (la Loi), ainsi que par les présents statuts (les Statuts).

Art. 2. Siège Social.

2.1. Le siège social de la Société est établi à Luxembourg-Ville, Grand-Duché de Luxembourg. Il pourra être transféré dans les limites de la commune par décision de l’administrateur unique, ou le cas échéant, du Conseil d’Administration. Le siège social peut également être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une résolution des actionnaires.

2.2. Il peut être créé des succursales, filiales ou bureaux tant au Grand-Duché de Luxembourg qu’à l’étranger par décision de l’administrateur unique ou, le cas échéant, du Conseil d’Administration. Lorsque l’administrateur unique ou le Conseil d’Administration estime que des événements extraordinaires d’ordre politique ou militaire se sont produits ou sont imminents déterminés à leur seule discrétion, et que ces événements seraient de nature à compromettre l’activité normale de la Société à son siège social, ou la communication aisée entre le siège social et l’étranger, le siège social pourra être transféré provisoirement à l’étranger, jusqu’à cessation complète de ces circonstances anormales. Ces mesures provisoires n’auront toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société qui, en dépit du transfert temporaire de son siège social, restera une société luxembourgeoise.

Art. 3. Objet social.

3.1. La Société a pour objet la prise de participations dans, ou l’acquisition, la détention et la vente, tant au Luxembourg qu’à l’étranger, d’autres sociétés ou entreprises sous quelque forme que ce soit et l’administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations. La Société pourra en particulier acquérir par voie de souscription, achat, et échange ou de toute autre manière tous titres, actions et autres valeurs de participation, obligations, créances, certificats de dépôt et/ou autres instruments de dette et en général toutes valeurs ou instruments financiers émis par toute entité publique ou privée quelle qu’elle soit. Elle pourra participer à la création, le développement, la gestion et le contrôle de toute société ou entreprise.

3.2. La Société peut également investir dans des droits de propriété intellectuelle.

3.3. La Société pourra emprunter sous quelque forme que ce soit. Elle peut procéder à l’émission de billet à ordre, d’obligations et d’emprunts obligataires et d’autres titres représentatifs d’emprunts et/ou de participation. La Société pourra prêter des fonds, en ce compris, sans limitation, ceux résultant des emprunts et/ou des émissions d’obligations ou valeurs de participation, à ses filiales et/ou sociétés affiliées et la Société peut également consentir des garanties et nantir, céder, grever de charges ou autrement créer et accorder des sûretés portant sur tous ou partie de ses avoirs afin de garantir ses propres obligations et engagements et/ou obligations et engagements de toutes autres sociétés ou personnes et, de manière générale, en sa faveur, dans chaque cas, pour autant que ces activités ne constituent pas des activités réglementées du secteur financier.

3.4. La Société peut, d’une manière générale, employer toutes techniques et instruments liés à ses investissements en vue de leur gestion efficace, y compris des techniques et instruments destinés à la protéger contre les risques de crédit, fluctuations monétaires, fluctuations de taux d’intérêt et autres risques.

3.5. D’une manière générale la Société peut prendre toutes mesures de gestion, de contrôle et de supervision et en outre effectuer toute opération commerciale, industrielle ou financière, jugée utile à l’accomplissement et au développement de son objet.

3.6. Les objets de la Société comme spécifiés aux paragraphes précédents doivent être considérés dans le sens le plus large de façon à inclure toute activité, opération, transaction ou objectif en relation directe ou indirecte avec ceux-ci ou les favorisant, étant entendu que la Société ne conclura pas d'opérations qui feraient qu'elle serait engagée dans des activités qui seraient considérées comme des activités réglementées du secteur financier.

Art. 4. Durée.

4.1. La Société est établie pour une période indéterminée.

4.2. La Société peut être dissoute, à tout moment, par résolution des actionnaires de la Société adoptée selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

4.3. La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de l'interdiction, de l'incapacité, de l'insolvabilité, de la faillite ou de tout autre événement similaire affectant un ou plusieurs actionnaires.

Art. 5. Capital social et Capital autorisé.

5.1. Le capital social souscrit de la Société est fixé à trente-et-un mille euros (EUR 31.000) représenté par trente-et-un mille (31.000) actions ordinaires, d'une valeur nominale de un euro (EUR 1) chacune, toutes entièrement souscrites et libérées.

5.2. Le capital social de la Société peut être augmenté ou réduit par une résolution de l'assemblée générale des associés de la Société adoptée de la manière requise pour la modification des Statuts.

5.3. Un capital social autorisé de la Société est fixé à cinq cent mille euros (EUR 500.000) représenté par cinq cent mille (500.000) actions d'une valeur nominale de un euro (EUR 1) chacune.

5.4. L'administrateur unique, ou le cas échéant, le Conseil d'Administration, est notamment autorisé et habilité à:

(a) réaliser toute augmentation de capital social dans les limites du capital social autorisé en une seule fois ou par tranches successives par émission de nouvelles actions ordinaires, avec ou sans prime d'émission, à libérer par voie de versements en espèces ou d'apports en nature, par conversion de créances ou de toute autre manière;

(b) déterminer si une prime d'émission sera payée pour les nouvelles actions ordinaires à souscrire et à émettre et déterminer le montant d'une telle prime d'émission;

(c) fixer le lieu et la date de l'émission ou des émissions successives, le nombre d'actions à émettre, le prix d'émission, les conditions et modalités de souscription et de libération des nouvelles actions ordinaires; et

(d) supprimer ou limiter le droit de souscription préférentiel du ou des actionnaire(s) dans le cas d'émission de nouvelles actions ordinaires contre apports en espèces.

5.5. Cette autorisation est valable pour une durée de 5 (cinq) ans à compter de la date de la publication de cet acte dans le Mémorial C du Luxembourg et peut être modifiée ou renouvelée par une résolution de l'assemblée générale du ou des actionnaire(s) adoptée conformément aux conditions de quorum et de majorité exigées par les Statuts ou, selon le cas, la Loi.

5.6. L'administrateur unique, ou le cas échéant, du Conseil d'Administration, peut déléguer à tout fondé de pouvoir ou toute autre personne dûment autorisée, l'obligation de recueillir les souscriptions et recevoir le paiement du prix des nouvelles actions ordinaires représentant tout ou partie de ces montants augmentés de capital. Chaque fois que l'administrateur unique, ou le cas échéant, le Conseil d'Administration, aura procédé à une augmentation du capital émise dans les formes légales et dans les limites du capital autorisé, le présent article devra, en conséquence, être adapté à la modification intervenue. Une telle modification sera consignée dans un acte notarié par l'administrateur unique, ou le cas échéant, le Conseil d'Administration, ou toute personne dûment autorisé pour ces fins.

5.7. En plus du capital social, il peut être établi (i) un compte de prime d'émission auquel toutes les primes d'émission payées sur toute action en plus de la valeur nominale seront transférées et (ii) d'autres comptes de réserves. L'avoir de ce compte de primes d'émission et/ou autre(s) compte(s) de réserves peut être utilisé notamment pour effectuer le paiement de toute action que la Société pourrait racheter à ses actionnaires, pour compenser des pertes nettes réalisées, pour effectuer des distributions aux actionnaires ou pour affecter des fonds à la réserve légale.

5.8 La Société peut, notamment, sans limitation, accepter des capitaux ou d'autres apports d'associés sans émettre d'actions ou autres sûretés en contrepartie desdits apports et peut créditer les apports à un ou à plusieurs comptes. Les décisions quant à l'utilisation de ces comptes sont laissées au libre-arbitre des actionnaires conformément à la Loi et aux présents Statuts.

Art. 6. Actions et Actionnaires.

6.1. Les actions sont et resteront nominatives.

6.2. Un registre des actionnaires sera tenu au siège social de la Société conformément aux dispositions de la Loi et il peut être consulté par chaque actionnaire qui le désire.

6.3. Les actions seront transférées par une déclaration écrite de transfert inscrite dans le registre des actionnaires de la Société, qui sera exécutée par le cédant et le cessionnaire ou par leurs mandataires respectifs. La Société peut aussi accepter d'autres instruments de transfert qu'elle jugera satisfaisants comme preuve de transfert.

6.4. Chaque action donne droit à son détenteur à une fraction des actifs et bénéfices de la Société en proportion directe avec le nombre d'actions existantes.

6.5. Envers la Société, les actions sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire par action est admis. Les copropriétaires doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

6.6. La Société pourra racheter ses propres actions dans les limites prévues par la loi.

6.7. La Société peut avoir un ou plusieurs actionnaire(s).

Art. 7. Conseil d'Administration.

7.1. Sous réserve de l'article 7.2 ci-dessous, la Société sera administrée par un conseil d'administration comprenant au moins trois (3) membres, qui n'ont pas besoin d'être actionnaires de la Société (le Conseil d'Administration).

7.2. Dans la mesure où la Société n'a qu'un actionnaire, l'actionnaire unique peut cependant décider que la Société soit administrée par un administrateur unique, jusqu'à la première assemblée suivant l'admission d'au moins un actionnaire supplémentaire.

7.3. Les administrateurs seront élus par les actionnaires en assemblée générale. Ils seront élus pour une durée ne pouvant excéder six (6) ans et seront rééligibles. Les actionnaires de la Société détermineront notamment également le nombre d'administrateurs (sous réserve de l'article 7.2 ci-dessus) et la durée de leur mandat. Au cas où un administrateur est nommé sans indication de la durée de son mandat, il sera considéré comme étant nommé pour une période de six (6) ans à compter de la date de son élection. Un administrateur peut être révoqué sans motif et/ou peut être remplacé à tout moment par décision de l'assemblée générale des actionnaires de la Société.

7.4. Si une entité juridique est nommée administrateur de la Société, cette entité doit désigner un représentant permanent qui la représentera dans ses fonctions d'administrateur de la Société. Si le représentant permanent est incapable d'assumer ses fonctions quelle qu'en soit la raison (en ce compris, sans limitation, révocation, démission, mort), l'entité juridique doit immédiatement nommer un autre représentant permanent.

7.5. En cas de vacance d'un poste d'administrateur pour cause de décès, de démission ou toute autre cause, les administrateurs restants pourront élire, à la majorité des votes, un administrateur pour pourvoir au poste vacant jusqu'à la prochaine assemblée générale des actionnaires de la Société qui procédera à la nomination définitive.

Art. 8. Pouvoirs du Conseil d'Administration.

8.1. Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi ou par les présents Statuts aux actionnaires de la Société sont de la compétence de l'administrateur unique ou, le cas échéant, du Conseil d'Administration qui est investi des pouvoirs les plus étendus pour effectuer toutes les fonctions de gestion y compris, mais ne se limitant pas à, tous les actes d'administration ou de disposition dans l'intérêt de la Société, et qui aura tous pouvoirs pour accomplir tous les actes et opérations conformes à l'objet social de la Société.

8.2. Des pouvoirs spéciaux et limités pour des tâches spécifiques peuvent être délégués à un ou plusieurs agents, actionnaires ou non, par l'administrateur unique ou, le cas échéant, le Conseil d'Administration ou conformément à l'article 10 des Statuts.

8.3. L'administrateur unique ou, le cas échéant, le Conseil d'Administration peut déléguer la gestion journalière de la Société et le pouvoir de représenter la Société dans le cadre de cette gestion journalière à un ou plusieurs administrateurs, fondés de pouvoir ou autres agents, qui peuvent être mais ne sont pas obligatoirement actionnaires, agissant individuellement ou conjointement. Si un ou plusieurs administrateurs de la Société a/ont été habilité(s) à représenter la Société dans le cadre de la gestion journalière de la Société, le Conseil d'Administration devra rapporter à l'assemblée générale annuelle tout salaire, rémunération et/ou autres avantages accordés à cet(ces) administrateur(s) au cours de l'exercice social en question.

Art. 9. Procédure.

9.1. Le Conseil d'Administration doit nommer un président parmi ses membres et peut désigner un secrétaire, administrateur ou non, qui sera chargé de la tenue des procès-verbaux des réunions du Conseil d'Administration et des assemblées générales des actionnaires de la Société.

9.2. Le Conseil d'Administration se réunira sur convocation du président du Conseil d'Administration ou de deux (2) administrateurs, au lieu indiqué dans la convocation qui sera au Luxembourg.

9.3. Il sera donné à tous les administrateurs une convocation écrite de toute réunion du Conseil d'Administration au moins vingt-quatre (24) heures avant la date prévue de la réunion, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature de cette urgence sera mentionnée dans la convocation de la réunion du Conseil d'Administration.

9.4. Cette convocation écrite n'est pas nécessaire si tous les administrateurs de la Société sont présents ou représentés à la réunion et s'ils déclarent avoir été dûment informés de la réunion et avoir parfaite connaissance de son ordre du jour. Il peut aussi être renoncé à la convocation écrite avec l'accord de chaque membre du Conseil d'Administration donné par écrit soit en original, soit par télécopie, courrier électronique, télégramme ou télex. Des convocations écrites séparées ne seront pas exigées pour des réunions tenues à une heure et à un endroit prévus dans un calendrier préalablement adopté par une résolution du Conseil d'Administration.

9.5. Tout administrateur peut participer à toute réunion du Conseil d'Administration en nommant par écrit, soit en original ou par télécopie, courrier électronique, télégramme ou télex, un autre administrateur comme son mandataire. Un administrateur peut également nommer un autre administrateur comme son mandataire par téléphone, mais cette nomination devra ensuite être confirmée par écrit.

9.6. Le Conseil d'Administration ne pourra délibérer et agir valablement que si la majorité de ses membres sont présents ou représentés. Les décisions du Conseil d'Administration ne sont valablement prises qu'à la majorité des voix exprimées. Au cas où, à une réunion, il y a égalité du nombre de voix pour et contre une résolution, le vote du président sera prépondérant. Les résolutions du Conseil d'Administration seront consignées dans des procès-verbaux signés par tous les administrateurs présents ou représentés à la réunion ou par le secrétaire (le cas échéant).

9.7. Tout administrateur peut participer à la réunion du Conseil d'Administration par conférence téléphonique ou vidéoconférence ou par tout autre moyen de communication similaire, ayant pour effet que toutes les personnes participant à la réunion peuvent s'identifier, s'entendre, et se parler. La participation à une réunion par un de ces moyens équivaut à une participation en personne à cette réunion et sera considérée comme tenue au siège social de la Société.

9.8. Les résolutions circulaires signées par tous les administrateurs seront valables et engageront la Société comme si elles avaient été adoptées à une réunion dûment convoquée et tenue. Les signatures peuvent être apposées sur un document unique ou sur plusieurs copies d'une résolution identique, envoyées en original, par télégramme, telex, facsimile ou courrier électronique.

9.9. Au cas où un administrateur de la Société avait un intérêt contraire relativement à une décision que le Conseil d'Administration doit prendre, cet administrateur doit faire connaître au Conseil d'Administration son conflit d'intérêt et faire inscrire cette déclaration dans le procès-verbal de la réunion. L'administrateur concerné ne délibérera pas et ne votera pas sur l'affaire en question, et cette question ainsi que le conflit d'intérêt dudit administrateur seront rapportés à la prochaine assemblée générale des actionnaires de la Société. Si la Société a un actionnaire unique, une déclaration du conflit d'intérêt sera inscrite dans le procès-verbal. Au cas où la Société est gérée par un administrateur unique, cet administrateur devra seulement mentionner son conflit d'intérêt à l'actionnaire.

9.10. Les dispositions de l'article 9.9 des présents Statuts ne s'appliquent pas quand les décisions de l'administrateur unique ou du Conseil d'Administration concernent des opérations courantes de la Société et sont conclues dans des conditions normales.

9.11. Dans le cas où il n'y a qu'un administrateur, les résolutions prises par l'administrateur unique auront la même autorité que les résolutions prises par le Conseil d'Administration et seront constatées par des procès verbaux signés par l'administrateur unique.

Art. 10. Représentation.

10.1. La Société sera engagée vis-à-vis des tiers en toutes circonstances par la signature de l'administrateur unique, ou si la Société est gérée par un Conseil d'Administration, par les signatures conjointes de deux (2) administrateurs de la Société.

10.2. La Société sera en outre engagée vis-à-vis des tiers par la signature conjointe ou unique de toute personne à qui ce pouvoir de signature a été valablement délégué conformément à l'article 8 des Statuts et dans les limites de ce pouvoir.

Art. 11. Responsabilité des administrateurs. Les administrateurs ne contractent à raison de leur fonction aucune obligation personnelle concernant les engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société, dans la mesure où ces engagements sont pris en conformité avec les Statuts et les dispositions applicables de la Loi.

Art. 12. Pouvoirs et Droits de vote.

12.1. L'assemblée générale des actionnaires régulièrement constituée représente l'ensemble des actionnaires de la Société. Elle a les pouvoirs les plus larges pour ordonner, exécuter ou ratifier tous les actes relatifs à toutes les opérations de la Société dans les limites de la Loi.

12.2. Sans préjudice de l'article 12.4 des présents Statuts, les résolutions des actionnaires sont adoptées en assemblées générales.

12.3. Chaque actionnaire a un droit de vote proportionnel à son actionnariat. Chaque action donne droit à un vote.

12.4. L'actionnaire unique assume tous les pouvoirs conférés par la Loi à l'assemblée générale des actionnaires. Les décisions de l'actionnaire unique sont consignées en procès-verbaux.

Art. 13. Convocations, Quorum, Majorité et Procédure de vote.

13.1. Les délais et formalités de convocation ainsi que les règles de tenue des assemblées générales prévus par la Loi gouverneront la convocation et la conduite des assemblées des actionnaires de la Société sauf stipulations contraires dans les présents Statuts.

13.2. Les assemblées des actionnaires de la Société seront tenues aux lieux et heures précisés dans les convocations respectives des assemblées.

13.3. Si tous les actionnaires de la Société sont présents ou représentés à l'assemblée des actionnaires et se considèrent eux-mêmes comme dûment convoqués et informés de l'ordre du jour de l'assemblée, l'assemblée pourra se tenir sans convocation préalable.

13.4. Un actionnaire peut prendre part à toute assemblée des actionnaires de la Société en désignant une autre personne comme son/sa mandataire (actionnaire ou non) par écrit, soit en original, soit par télégramme, telex, facsimile ou courrier électronique.

13.5. Chaque actionnaire peut également participer aux assemblées générales des actionnaires de la Société par conférence téléphonique ou vidéoconférence ou par tout autre moyen de communication similaire, ayant pour effet que toutes les personnes participant à l'assemblée peuvent s'identifier, s'entendre et se parler. La participation à une assemblée par un de ces moyens équivaut à une participation en personne à cette assemblée.

13.6. Chaque actionnaire peut également voter grâce aux formulaires de vote fournis par la Société. Les formulaires de vote contiennent la date et le lieu de l'assemblée, l'ordre du jour de l'assemblée, le texte des résolutions proposées ainsi que pour chaque résolution proposée, trois (3) cases permettant aux actionnaires de voter en faveur, contre ou de s'abstenir de voter s'agissant de la résolution proposée. Les formulaires de vote doivent être envoyés par les actionnaires par courrier, télégramme, télex, facsimile ou courrier électronique au siège social de la Société. La Société n'acceptera que les formulaires de vote reçus avant la date de l'assemblée précisée dans la convocation. Les formulaires de vote qui ne contiennent ni un vote (en faveur ou contre les résolutions proposées) ni une abstention seront nuls.

13.7. Sauf si la Loi ou les présents Statuts l'exigent autrement, les résolutions à une assemblée des actionnaires de la Société dûment convoquée seront adoptées à la majorité simple des actionnaires présents ou représentés et votants, sans tenir compte de la proportion du capital social représenté à cette assemblée.

13.8. Une assemblée générale extraordinaire des actionnaires convoquée pour modifier les Statuts ne pourra valablement délibérer que si la moitié (50%) au moins du capital social est représentée et que l'ordre du jour indique les modifications statutaires proposées. Si ce quorum n'est pas atteint, une seconde assemblée sera convoquée dans les formes statutaires, par des annonces insérées deux fois, à quinze (15) jours d'intervalle au moins et quinze jours avant l'assemblée dans le journal officiel du Luxembourg, le Mémorial, et dans deux (2) journaux de Luxembourg. Cette convocation reproduira l'ordre du jour et indiquera la date et le résultat de la précédente assemblée. La seconde assemblée délibérera valablement quelle que soit la proportion du capital représentée. Dans les deux assemblées, les résolutions, pour être adoptées, devront réunir les deux tiers (2/3) au moins des voix exprimées.

13.9. La nationalité de la Société ne peut être changée et les engagements de ses actionnaires ne peuvent être augmentés qu'avec l'accord unanime des actionnaires et propriétaires d'obligations.

Art. 14. Exercice Social et Assemblée générale annuelle.

14.1. L'exercice social de la Société commencera le 1^{er} janvier de chaque année et se terminera le 31 décembre de la même année.

14.2. Chaque année, à la fin de l'exercice social de la Société, l'administrateur unique ou, le cas échéant, le Conseil d'Administration prépare les comptes annuels suivant les exigences de la loi luxembourgeoise et les pratiques comptables.

14.3. L'administrateur unique ou, le cas échéant, le Conseil d'Administration devra, un mois avant la date de l'assemblée générale annuelle des actionnaires, fournir les pièces justificatives et un rapport sur les opérations de la Société au(x) commissaire(s) aux comptes de la Société qui devra préparer un rapport exposant ses/leurs propositions.

14.4. L'assemblée générale annuelle des actionnaires de la Société se tiendra, conformément au droit luxembourgeois, au Luxembourg, à l'adresse du siège social de la Société ou à tout autre endroit dans la commune du siège social tel que précisé dans la convocation, le troisième lundi du mois de mai de chaque année à 14h00. Si ce jour n'est pas un jour ouvrable bancaire au Luxembourg, l'assemblée générale annuelle se tiendra le jour ouvrable suivant.

Art. 15. Commissaire aux comptes / Réviseur d'entreprises.

15.1. Les opérations de la Société seront supervisées par un ou plusieurs commissaires aux comptes ou, le cas échéant, par un ou plusieurs réviseurs d'entreprises. Le(s) commissaire(s) aux comptes / réviseur(s) d'entreprises sera(ont) élu(s) pour une durée maximum de six (6) ans et seront rééligibles.

15.2. Le(s) commissaire(s) aux comptes / réviseur(s) d'entreprises sera(ont) nommé(s) par l'assemblée générale des actionnaires qui déterminera notamment leur nombre et la durée de leur mandat.

Art. 16. Affectation des Bénéfices.

16.1. Il sera prélevé sur le bénéfice net annuel de la Société cinq pour cent (5%) qui seront affectés à la réserve légale. Ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque la réserve légale aura atteint dix pour cent (10%) du capital social de la Société tel qu'il est fixé ou tel que celui-ci aura été augmenté ou réduit de temps à autre, conformément à l'article 5 des Statuts.

16.2. L'assemblée générale des actionnaires de la Société décidera de l'affectation du solde du bénéfice net annuel et décidera de payer des dividendes aux moments qu'elle jugera opportuns au regard des objectifs et de la politique de la Société.

16.3. Les dividendes devront être payés aux lieu et place déterminés par l'administrateur unique ou, le cas échéant, le Conseil d'Administration conformément à la décision de l'assemblée générale des actionnaires. Les dividendes peuvent être payés en euro ou en toute autre devise choisie par l'administrateur unique ou le Conseil d'Administration.

16.4. L'administrateur unique, ou le cas échéant, le Conseil d'Administration peut décider de payer des dividendes intérimaires aux conditions et dans les limites fixées par la Loi.

Art. 17. Dissolution - Liquidation.

17.1. En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera effectuée par un ou de plusieurs liquidateurs, qui n'ont pas besoin d'être actionnaires, nommés par une résolution de l'actionnaire unique ou de l'assemblée générale des actionnaires qui déterminera leurs pouvoirs et leur rémunération. Sauf disposition contraire prévue par la résolution des actionnaires ou la loi, les liquidateurs seront investis des pouvoirs les plus larges pour la réalisation des actifs et du paiement des dettes de la Société.

17.2. Le boni de liquidation résultant de la réalisation des actifs et après paiement des dettes de la Société sera distribué aux actionnaires proportionnellement aux actions que chaque actionnaire détient dans la Société.

Art. 18. Référence à la Loi. Toutes les matières qui ne sont pas régies par les Statuts seront réglées conformément à la Loi."

Septième résolution

L'Assemblée confirme la description et la consistance des actifs et passifs de la Société comme il en résulte du Bilan Intérimaire au 30 novembre 2014.

L'Assemblée confirme aussi que la Société, sans limitation ou exception, continue de détenir tous ses actifs et est obligée par tous ses passifs et engagements nonobstant la migration de son siège social, son lieu de gestion effective et le siège de son administration centrale et son contrôle au Grand-Duché de Luxembourg.

Les Actionnaires confirment enfin que, d'après le Bilan Intérimaire ci-dessus mentionné:

1. les actifs nets de la Société s'élèvent à un montant de six millions quatre cent quatre-vingt-douze mille treize euros (EUR 6.492.013) sur base d'une méthode comptable à valeur historique (ajusté à un montant de cinq millions neuf cent quatre-vingt-dix-sept mille cent cinquante euros (EUR 5.997.150) (évaluation à la valeur de marché) dans le Rapport d'Audit); et

2. le capital social de la Société est fixé à trente-et-un mille euros (EUR 31.000) représenté par trente-et-un mille (31.000) actions ordinaires, d'une valeur nominale de un Euro (EUR 1) chacune, toutes entièrement souscrites et libérées, toutes détenues comme suit:

a) Cosign Nominees Limited, sus-mentionnée, détient trente mille neuf cent soixante-neuf (30.969) actions ayant une valeur nominale de un Euro (EUR 1) chacune; et

b) Spread Nominees Limited, sus-mentionnée, détient trente-et-une (31) actions ayant une valeur nominale de un Euro (EUR 1) chacune.

Huitième résolution

L'Assemblée décide de confirmer, en accord avec les Résolutions BVI, avec effet à la signature du présent acte et pour une durée de six (6) ans:

1. la nomination des personnes suivantes comme nouveaux administrateurs de la Société:

- Mrs Astrid Betz, née le 11 septembre 1969 à Woippy (France), ayant son adresse professionnelle au 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg;

- Mrs Monique Juncker, née le 9 avril 1964 à Ettelbruck (Grand Duché du Luxembourg), ayant son adresse professionnelle au 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg; et

- Mr David Sana, né le 10 avril 1974 à Forbach (France), ayant son adresse professionnelle au 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg.

2. la nomination de COMCOLUX S.à r.l., 19 rue Eugène Ruppert, L-2753 Luxembourg (R.C.S. Luxembourg B 58.545) en tant que commissaire aux comptes de la Société.

Disposition transitoire

Le premier exercice social de la Société commence aujourd'hui et finit le 31 décembre 2015.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle la langue anglaise, constate que les parties comparantes ont requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française. A la requête desdites parties comparantes, en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Dont acte, passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire des parties comparantes, celui-ci a signé le présent acte original avec Nous, le notaire.

Signé: Elkoubi, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 07 janvier 2015. Relation: EAC/2015/555. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Santioni A.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2015013224/828.

(150015383) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 janvier 2015.

Art Lux S.A., S.P.F., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 40, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 25.297.

L'an deux mille quatorze, le dix-huit décembre.

Pardevant Maître Henri HELLINCKX, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est réunie

l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de la société anonyme «ART LUX S.A., S.P.F.», ayant son siège social à Luxembourg, constituée suivant acte notarié, en date du 19 décembre 1986, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C numéro 69 du 23 mars 1987 et dont les statuts ont été modifiés en dernier lieu suivant acte reçu par le notaire soussigné, en date du 24 novembre 2010, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 301 du 14 février 2011.

L'assemblée est présidée par Monsieur Jacques RECKINGER, maître en droit, avec adresse professionnelle à Luxembourg.

Le Président désigne comme secrétaire Monsieur Henri REITER, employé privé, avec adresse professionnelle à Luxembourg.

L'assemblée élit comme scrutateur Madame Sabine SOLHEID, employée privée, avec adresse professionnelle à Luxembourg.

Le Président déclare et prie le notaire d'acter:

I.- Que les actionnaires présents ou représentés ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence, signée par le président, le secrétaire, le scrutateur et le notaire instrumentaire. Ladite liste de présence ainsi que les procurations resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

II.- Qu'il appert de cette liste de présence que toutes les actions sont présentes ou représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour.

III.- Que l'ordre du jour de la présente assemblée est le suivant:

Ordre du jour

1.- Décision sur la mise en liquidation de la société.

2.- Nomination d'un liquidateur et définition de ses pouvoirs.

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée, cette dernière a pris à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide la dissolution de la société et prononce sa mise en liquidation à compter de ce jour.

Deuxième résolution

L'assemblée décide de nommer comme liquidateur:

Monsieur Jacques RECKINGER, maître en droit, avec adresse professionnelle à L-1840 Luxembourg, 40, boulevard Joseph II, né à Luxembourg, le 14 mars 1965

Le liquidateur a les pouvoirs les plus étendus prévus par les articles 144 à 148bis des lois coordonnées sur les sociétés commerciales. Il peut accomplir les actes prévus à l'article 145 sans devoir recourir à l'autorisation de l'assemblée générale dans les cas où elle est requise.

Il peut dispenser le conservateur des hypothèques de prendre inscription d'office; renoncer à tous droits réels, privilèges, hypothèques, actions résolutoires, donner mainlevée, avec ou sans paiement, de toutes inscriptions privilégiées ou hypothécaires, transcriptions, saisies, oppositions ou autres empêchements.

Le liquidateur est dispensé de dresser inventaire et peut s'en référer aux écritures de la société.

Il peut, sous sa responsabilité, pour des opérations spéciales et déterminées, déléguer à un ou plusieurs mandataires telle partie de ses pouvoirs qu'il détermine et pour la durée qu'il fixera.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire par leurs noms, prénoms, états et demeures, les comparants ont tous signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: J. RECKINGER, H. REITER, S. SOLHEID et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 29 décembre 2014. Relation: LAC/2014/63705. Reçu douze euros (12.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 26 janvier 2015.

Référence de publication: 2015013182/58.

(150015778) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 janvier 2015.

Capital Park (Luxembourg) Two S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 107.772.

—
DISSOLUTION

In the year two thousand and fourteen, on the thirty-first of December,

Before Us Maître Danielle KOLBACH, notary residing in Redange-sur-Attert, Grand-Duchy of Luxembourg, acting in replacement of his absent colleague Maître Jean SECKLER, notary residing in Junglinster, Grand-Duchy of Luxembourg, who last named shall remain depositary of the present deed.

There appeared:

Mr. Henri DA CRUZ, employee, with professional address at Junglinster, 3, route de Luxembourg, the "Proxy-Holder", acting as a special proxy of Tylerwick Ltd, a company incorporated and existing under the laws of Cyprus, having its registered office at 8, Simou Menardou, Ria Court 8, Flat/office 101, 1st, Floor CY - Larnaca, registered with the Companies and Trade Register of the Department of Registrar of Companies and Official Receiver of Cyprus, under number HE291804, the "Sole Shareholder", by virtue of a proxy given under private seal.

Such proxy having been signed "ne varietur" by the Proxy-Holder and the notary, will remain attached to the present deed in order to be recorded with it.

The Sole Shareholder, represented as stated here above, requested the undersigned notary to act its declarations and observations as follows:

I.- That the limited liability company ("société à responsabilité limitée"), Capital Park (Luxembourg) Two S.à r.l., having its registered office at L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies ("Registre de Commerce et des Sociétés") under section B number 107772, was incorporated pursuant to a deed drawn up by the undersigned, on April 21, 2005, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 937 dated September 23, 2005.

II.- That the subscribed share capital of the company Capital Park (Luxembourg) Two S.à r.l., amounts to fourteen thousand seven hundred and fifty euros (EUR 14,750.-) represented by five hundred and ninety (590) shares of twenty-five euros (EUR 25.-) each.

III.- That the Sole Shareholder declares to have full knowledge of the articles of association and the financial standings of the company Capital Park (Luxembourg) Two S.à r.l." IV.- That Tylerwick Ltd, as liquidator declares explicitly to proceed with the dissolution of the said company Capital Park (Luxembourg) Two S.à r.l. V.- That the Sole Shareholder declares that all the known debts have been paid and that they take over all assets, liabilities and commitments of the dissolved company Capital Park (Luxembourg) Two S.à r.l., and that the liquidation of the company Capital Park (Luxembourg) Two S.à r.l., is terminated without prejudice as it assumes all its liabilities.

VI.- That the Sole Shareholder declares that the liquidation is closed.

VII.- That the shareholders' register of the dissolved company Capital Park (Luxembourg) Two S.à r.l. has been cancelled.

VIII.- That the financial statements of the company Capital Park (Luxembourg) Two S.à r.l. as at the date of dissolution are hereby approved.

IX.- That the Sole Shareholder grants full discharge ("quitus") to all the managers of the dissolved company Capital Park (Luxembourg) Two S.à r.l. for the execution of their mandates and duties during the period starting on January 1, 2013 and ending on the day of the liquidation of the company Capital Park (Luxembourg) Two S.à r.l.

X.- That the records and documents of the dissolved company Capital Park (Luxembourg) Two S.à r.l. will be kept for a period of five years at the offices of Alter Domus Luxembourg S.à r.l. having its registered office at 5, rue Guillaume Kroll, L 1882 Luxembourg.

Costs

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at approximately 950.- EUR.

The Notary, who understands and speaks English, states that the present deed is written in English, followed by a French version. On request of the appearing party, duly represented, and in case of divergences between the English and French Text, the English version will be prevailing.

Whereof, this notarial deed was prepared in Junglinster, on the day mentioned at the beginning of this document.

This document having been read to the Proxy-Holder of the Sole Shareholder, who is known to the Notary by his name, first name, civil status and residence, the Proxy-Holder of the Sole Shareholder and the Notary, have together signed this deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le trente-et-un décembre,

Par devant Nous Maître Danielle KOLBACH, notaire de résidence à Rédange-sur-Attert, agissant en remplacement de son confrère empêché Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, lequel dernier restera dépositaire de la minute, (Grand-Duché de Luxembourg), soussignée.

A comparu:

Monsieur Henri DA CRUZ, employé, ayant son adresse professionnelle à Junglinster, 3, route de Luxembourg, agissant en sa qualité de mandataire spécial de Tylerwick Ltd, une société constituée et existant sous les lois de Chypre, ayant son siège social au 8, Simou Menardou, Ria Court 8, bâtiment 101, 1^{er} étage CY - Larnaca, enregistrée auprès du Companies and Trade Register of the Department of Registrar of Companies and Official Receiver de Chypre sous le numéro HE291804, ci-après dénommée "l'Associé Unique", en vertu d'une procuration donnée sous seing privé,

Laquelle procuration, après avoir été signée "ne varietur" par le mandataire et le notaire, restera annexée au présent acte avec lequel elle sera enregistrée.

L'Associé Unique, représenté tel que dit ci-dessus, a requis le notaire instrumentant de documenter ses déclarations et constatations ainsi qu'il suit:

I.- Que la société à responsabilité limitée Capital Park (Luxembourg) Two S.à r.l., ayant son siège social à L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg, section B sous le numéro 107772, a été constituée suivant acte reçu par le soussigné, en date du 21 avril 2005, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 937 du 23 septembre 2005.

II.- Que le capital social souscrit de la société Capital Park (Luxembourg) Two S.à r.l. est fixé à quatorze mille sept cent cinquante euros (EUR 14.750), représenté par cinq cent quatre-vingt-dix (590) actions d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25,-) chacune.

III.- Que l'Associé Unique déclare avoir parfaite connaissance des statuts et de la situation financière de la société Capital Park (Luxembourg) Two S.à r.l.

IV.- Que Tylerwick Ltd, en tant que liquidateur de la société Capital Park (Luxembourg) Two S.à r.l., a décidé de procéder à la dissolution immédiate de ladite société.

V.- Que l'Associé Unique déclare que les dettes connues ont été payées et en outre qu'il prend à sa charge tous les actifs, passifs et engagements financiers de la société dissoute Capital Park (Luxembourg) Two S.à r.l., et que la liquidation de la société Capital Park (Luxembourg) Two S.à r.l., est achevée sans préjudice du fait qu'ils répondent personnellement de tous les engagements sociaux.

VI.- Que l'Associé Unique déclare que la liquidation est clôturée.

VII.- Que le registre des associés de la société dissoute Capital Park (Luxembourg) Two S.à r.l. est annulé.

VIII.- Que les états financiers de la société Capital Park (Luxembourg) Two S.à r.l., à la date de la dissolution sont ici approuvés.

IX.- Que l'Associé Unique accorde décharge pleine et entière aux administrateurs de la société dissoute Capital Park (Luxembourg) Two S.à r.l., pour l'exécution de tous leurs mandats et charges pendant, et en relation avec, la période ayant commencé le 1^{er} janvier 2013 et se terminant au jour de la liquidation de Capital Park (Luxembourg) Two S.à r.l.

X.- Que les livres et documents de la société dissoute seront conservés pendant cinq ans chez Alter Domus Luxembourg S.à r.l., ayant son siège social à L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

Frais

Les dépenses, frais, rémunérations et charges de toutes espèces qui incombent à la Société en raison du présent acte sont estimés à environ 950,-EUR.

Le notaire soussigné qui comprend et parle la langue anglaise, déclare qu'à la demande de la partie comparante, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française. A la requête de la partie comparante et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise prévaudra.

Dont acte, fait à Junglinster, date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte faite au mandataire de l'Associé Unique connu du notaire instrumentant par son nom, prénom usuel, état civil et demeure, il a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Henri DA CRUZ, Danielle KOLBACH.

Enregistré à Grevenmacher Actes Civils, le 09 janvier 2015. Relation GAC/2015/376. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Référence de publication: 2015013249/109.

(150015809) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 janvier 2015.

CS Energy SICAV-SIF, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 5, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 178.958.

In the year two thousand and fifteen, on the fourteenth day of the month of January;

Before Us, Me Carlo WERSANDT, notary residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg), undersigned;

Was held

an extraordinary general meeting of the shareholders (the "Meeting") of CS Energy SICAV-SIF, a public limited company (société anonyme) qualifying as an investment company with variable share capital - specialised investment fund (société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé), having its registered office at 5, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Trade and Companies under number B 178958 and incorporated by the undersigned notary under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg pursuant to a deed dated July 12th, 2013 (the "Company") and whose articles of incorporation (the "Articles") have been published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Mémorial C") under number 1850 dated 1 August 2013, on page 88766. The Articles have been amended for the last time pursuant to a deed of Me Henry HEL-LINCKX, notary residing in Luxembourg, dated August 25th, 2014, published in the Mémorial C under number 3038 on October 21st, 2014 on page 145804.

The Meeting was declared open at 3.00 p.m. by Mr. Rudolf KÖMEN, Director, residing professionally at 5, rue Jean Monnet L-2180 Luxembourg, as chairman. The chairman appoints Mrs. Jacqueline SIEBENALLER, Director, residing at the same address, as secretary of the Meeting.

The Meeting elects Mrs. Elizabete MACHADO, Assistant Vice President, private employee, residing professionally at the same address as scrutineer of the Meeting.

The chairman, the secretary and the scrutineer are collectively referred to hereafter as the Members of the Bureau or the Bureau.

The Bureau thus having constituted, the chairman requests the notary to record that:

I. All the shares being registered shares for the present extraordinary general meeting have been informed by convening notices sent to all the registered shareholders.

II. The shareholders present or represented at the Meeting and the number of shares they hold are recorded in an attendance list, which will be signed by the shareholders present and/or the holders of the powers of attorney who represent the shareholders who are not present and the Members of the Bureau. The said list as well as the powers of attorney, after having been signed *ne varietur* by the persons who represent the shareholders who are not present and the undersigned notary, will remain attached to these minutes;

II. It appears from the attendance list that all one million two hundred seventy-eight thousand eight hundred and seventy (1,278,870) outstanding shares, representing the entire subscribed share capital of the Company are present or duly represented at the Meeting. The shareholders present or represented declare that they have been duly convened to the Meeting. The Meeting is thus regularly constituted and can validly deliberate on all the items on the agenda, set out below; and

III. The agenda of the Meeting is as follows:

Agenda:

1. Waiver of notice right.

2. Amendments of the Preliminary Title Definitions to be aligned with the offering memorandum of the Company.

In consideration of the agenda and of the provisions of article 67, 67-1 and 68 of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended, the present Meeting is validly constituted and may validly deliberate on all the items of the agenda which the shareholders have been duly informed of before this meeting.

First resolution

The Meeting RESOLVES to waive the notice formalities in relation with the convening of the present Meeting.

Second resolution

The Meeting RESOLVES to amend the Preliminary Title Definitions, which shall henceforth read as follows:

“Preliminary title definitions

1915 Law	means the Luxembourg law of 10 August 1915 on commercial companies, as the same may be amended from time to time
2007 Law	means the Luxembourg law of 13 February 2007 relating to specialised investment funds, as the same may be amended from time to time
2013 Law	Means the Luxembourg law of 12 July 2013 relating to alternative investment fund managers, as the same may be amended from time to time
Accounting Currency	means the currency of consolidation of the Company, i.e. the Euro
Alternative Investment Fund	means the management company in its function as the alternative investment fund manager that may be appointed by the Company in accordance with article 19 of these Articles of Incorporation
Manager or AIFM	
AIFM Board	means the duly constituted board of managers of the AIFM
Articles of Incorporation	means these articles of incorporation of the Company as the same may be amended, supplemented and modified from time to time
Auditor of the Company	means the auditor of the Company qualifying as an independent auditor (réviseur d'entreprises agréé), as further described in article 24 of these Articles of Incorporation
Board of Directors	means the board of directors of the Company
Business Day	means a full bank business day in Luxembourg and Switzerland
Central Administration	means the central administration of the Company, acting in its capacity as central administration, registrar and transfer agent of the Company
Class(es)	means one or more classes of Shares that may be available in each Subfund, the assets of which shall be commonly invested according to the investment objective of that Subfund, but where amongst others a specific sales and/or redemption charge structure, fee structure, distribution policy, target, denomination currency or hedging policy shall be applied as further detailed in the Offering Memorandum
Closing	means a date determined by the AIFM by which Subscription Agreements in relation to the issuance of Shares of a Subfund have been received and accepted by the AIFM
Commitment	means the commitment to subscribe for Shares in a Subfund and/or Class up to a maximum amount, which an Investor has consented to vis-à-vis the Company pursuant to the terms of a Subscription Agreement entered into between the Investor and the Company
Company	means CS Energy SICAV-SIF, a Luxembourg investment company with variable capital - specialised investment fund (société d'investissement à capital variable - fond d'investissement spécialisé) incorporated as a public limited liability company (société anonyme)
Company Documents	The Company Documents, including: (i) Offering Memorandum; (ii) Articles of Incorporation; and (iii) Annual reports issued by the Company from time to time
CSSF	means the Luxembourg supervisory authority of the financial sector, the Commission de Surveillance du Secteur Financier
Depository	means the credit institution within the meaning of the Luxembourg law dated 5 April 1993 relating to the financial sector, as amended, that has been appointed as depository and paying agent of the Company
Defaulting Investor	means any Investor declared defaulting by the AIFM in accordance with article 7 of these Articles of Incorporation
Designated Third Party	has the meaning ascribed to it in Article 11
Director	means a member of the Board of Directors of the Company
Energy Assets	means Energy Infrastructure Assets and Energy Related Assets, if applicable
Energy Infrastructure Assets	means real assets along the entire energy value chain such as, without limitation, generation (e.g. runof- river, combined cycle power plants, photovoltaic, solar power plants and wind farms), energy transmission (e.g. electricity transmission and distribution grids, gas pipelines), storage (e.g. gas storage and pumped storage) and assets related to energy efficiency (e.g. heating network systems, energy optimization, renovation and replacement of fossil heat generation facilities with alternative systems)

Energy Infrastructure Investment Structures	means investment structures of any kind and nature, in the form of a corporation, limited liability company, trust, partnership, estate, unincorporated association or any other entity having legal personality or not, whether listed or unlisted, being regulated or not, based in any jurisdiction, and established for the purpose of investing, directly or indirectly, in and financing any kind of Energy Infrastructure Assets, developments and operations
Energy Investment Structures	means Energy Infrastructure Investment Structures and Energy Related Investment Structures, if applicable
Energy Related Assets	means electric utilities, natural gas utilities, other utilities or other assets in the energy supply chain primarily related to the sale or delivery of energy to industrial, commercial or residential customers, having ownership of or holding an investment in Energy Infrastructure Assets or not, organized in the form of a corporation, limited liability company, trust, partnership, estate, unincorporated association or any other entity having legal personality or not, whether listed or unlisted, being regulated or not, based in any jurisdiction
Energy Related Investment Structures	means investment structures of any kind and nature, in the form of a corporation, limited liability company, trust, partnership, estate, unincorporated association or any other entity having legal personality or not, whether listed or unlisted, being regulated or not, based in any jurisdiction, established for the purpose of directly or indirectly, investing, holding, financing, developing or operating any kind of Energy Related Assets
External Valuer	means external valuer within the meaning of article 17 (4) a) of the 2013 Law
Investor	means a Well-Informed Investor, acting through its managing body or a legal representative, whose Subscription agreement has been accepted by the Company or who has acquired any Unfunded Commitment and/or Shares from another Investor (for the avoidance of doubt, the term includes, where appropriate, any Shareholder)
Net Asset Value per Share	means the net asset value per Share of a Class in a Subfund and Class, as determined in accordance with article 11 of these Articles of Incorporation and the Offering Memorandum
Offering Memorandum	means the Offering Memorandum of the Company as the same may be amended, supplemented and modified from time to time
Organisational Expenses	means costs and expenses incurred by the Company, the AIFM and any of its Affiliates for the purposes of structuring, establishing and obtaining regulatory approvals for the Company and the relevant Subfunds, including (without limitation) legal fees and tax advisor fees incurred in the structuring of the Subfunds
Prohibited Person	means any person, corporation, limited liability company, trust, partnership, estate or other corporate body, if in the sole opinion of the AIFM, the holding of Shares of the relevant Subfund may be detrimental to the interests of the existing Shareholders or of the relevant Subfund, if it may result in a breach of any law or regulation, whether Luxembourg or otherwise, or if as a result thereof the relevant Subfund or any Subsidiary or Energy Investment Structure may become exposed to tax or other regulatory disadvantages (including without limitation causing the assets of the Company or a Subfund to be deemed to constitute "plan assets" for purposes of the U.S. Department of Labor Regulations under Employee Retirement Income Security Act of 1974, as amended), fines or penalties that it would not have otherwise incurred. The term "Prohibited Person" includes (i) any investor which does not meet the definition of Well-Informed Investors (ii) any investor resident in Switzerland that does not meet the definition of Swiss Qualified Investor or (iii) any U.S. Person
Reference Currency	means the currency in which the Net Asset Value of each Subfund or Class is denominated, as specified for each Subfund in the Offering Memorandum
Share(s)	means a share of any Class of any Subfund in the capital of the Company, the details of which are specified in the Offering Memorandum. For the avoidance of doubt, reference to "Share(s)" includes references to any Class(es) when reference to specific Class(es) is not required
Shareholder(s)	means the holder of one or more Shares of any Class of any Subfund of the Company
Subfund	means any Subfund of the Company, the details of which are specified in the Offering Memorandum
Subsidiary	means any company or other entity controlled by the Company, either where the Company has, directly or indirectly, more than a fifty per cent (50%) ownership

interest or otherwise controls the entity. In principle, the majority of the managers of the Subsidiaries will be composed of Directors of the Company or managers of the AIFM (or of one of its group companies) or the Investment Advisor of the relevant Subfund or members of the Credit Suisse group. Where this is not possible (for example, but not limited to, due to reasons of local law) or not in the best interest of the Company to do so, and specifically in the case that an Energy Investment Structure qualifies as Subsidiary, the Company will ensure that it otherwise has effective control over the Subsidiary's investment and divestment decisions for example through prior approval rights. Subsidiaries may be set up in order to organize the acquisition of investment instruments by a Subfund on its own account (for legal or taxation purposes). A Subsidiary can be any local or foreign corporation or partnership. It may not have any activity other than the holding of securities or investment instruments, which qualify under the Investment Objective and Policy. The participations in the Subsidiaries will be issued in registered form. The accounts of the Subsidiaries of the Company are audited by the Company's auditor's group, if required by the relevant laws and regulations.

Unfunded Commitment	means the portion of an Investor's Commitment to subscribe for Shares in a Subfund under the subscription agreement between the Investor and the Company, which has not yet been drawn down and paid to the relevant Subfund
U.S. Person	means a national or resident of the United States of America or any of its territories, possessions or other areas subject to its jurisdiction, including the States and the Federal District of Columbia ("United States") (including any corporation, partnership or other entity created or organised in, or under the laws, of the United States or any political sub-division thereof), or any estate or trust, other than an estate or trust the income of which from sources outside the United States (which is not effectively connected with the conduct of a trade or business within the United States) is not included in gross income for the purpose of computing United States federal income tax, provided, however, that the term "U.S. person" shall not include a branch or agency of a United States bank or insurance company that is operating outside the United States as a locally regulated branch or agency engaged in the banking or insurance business and not solely for the purpose of investing in securities under the United States Securities Act 1933, as amended, including (but without restriction) as described in section 7701(a)(30) of the U.S. Internal Revenue Code of 1986, as amended.
Valuation Day	means the calendar day determined by the AIFM for the calculation of the Net Asset Value per Share of any Class of any of the Subfunds according to the Offering Memorandum and as specified in the relevant Appendix; a valuation must be carried out at least once per year
Well-Informed Investor	means a well-informed investor within the meaning of article 2 of the 2007 Law, i.e. <ul style="list-style-type: none"> i. institutional investors, ii. professional investors, and iii. any other type of investor, who has declared in writing that he is a well-informed investor, and either invests a minimum of EUR 125,000 or has an appraisal from a bank in the sense of the directive 2006/48/CE, another professional of the financial sector in the sense of the directive 2004/39/CE, or a management company in the sense of the directive 2009/65/CE certifying his ability to adequately understand the investment made in the Company. <p>The afore-mentioned conditions do not apply to the managers of the Company and any other person intervening in the management of the Company."</p>

No further item being on the agenda of the Meeting and nobody asking to speak, the Chairman then adjourned the Meeting.

Statement

The undersigned notary who understands and speaks English, herewith states that at the request of the proxy-holders, these minutes are drafted in English.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, at the date indicated at the beginning of the document.

After reading the present deed to the proxy-holders of the appearing party, acting as said before, known to the notary by name, first name, civil status and residence, the said proxy-holders have signed with Us the notary the present deed.

Signé: R. KÖMEN, J. SIEBENALLER, E. MACHADO, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C. 2, le 20 janvier 2015 2LAC/2015/1377. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Releveur (signé): Paul MOLLING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée;

Luxembourg, le 26 janvier 2015.

Référence de publication: 2015013319/230.

(150016298) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 janvier 2015.

Kartesia GP I, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 193.899.

—
STATUTES

In the year two thousand and fourteen, on the nineteenth day of December,

Before Us, Maître Henri Hellinckx, notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

there appeared:

“Kartesia Management”, a public limited company (société anonyme) (formerly named Kartesia GP S.A.), incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Trade and Companies under number B 179.289;

here represented by Mr Frédéric Pelé, Avocat, professionally residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal dated 12 December 2014.

Said proxy, signed ne varietur by the proxyholder of the appearing party and the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be filed with the registration authorities.

Such appearing party, represented as stated here above, has requested the undersigned notary to state as follows the articles of incorporation of a private limited liability company (société à responsabilité limitée):

1. Corporate form and name. There is hereby established a private limited liability company (hereafter the "Company"), which will be governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, including the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended from time to time (the "1915 Law"), as well as by the present articles of association (hereafter the "Articles").

The Company will exist under the corporate name of "Kartesia GP I".

2. Registered office.

2.1 The registered office of the Company (the "Registered Office") is established in the City of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

2.2 The Registered Office may be transferred:

2.2.1 to any other place within the same municipality in the Grand Duchy of Luxembourg by:

(a) the Sole Manager (as defined in Article 8.2) if the Company has at the time a Sole Manager; or

(b) the Board of Managers (as defined in Article 8.3) if the Company has at the time a Board of Managers; or

2.2.2 to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg (whether or not in the same municipality) by a resolution of the shareholders of the Company (a "Shareholders' Resolution") passed in accordance with these Articles -including Article 13.4 - and the applicable laws of the Grand Duchy of Luxembourg, including the 1915 Law ("Luxembourg Law").

2.3 Should a situation arise or be deemed imminent, whether military, political, economic, social or otherwise, which would prevent normal activity at the Registered Office, the Registered Office may be temporarily transferred abroad until such time as the situation becomes normalised; such temporary measures will not have any effect on the Company's nationality and the Company will, notwithstanding this temporary transfer of the Registered Office, remain a Luxembourg company. The decision as to the transfer abroad of the Registered Office will be made by the Sole Manager or the Board of Managers as appropriate.

2.4 The Company may have offices and branches, both in the Grand Duchy of Luxembourg and abroad.

3. Objects.

3.1 The object of the Company is, in its capacity as general partner, to render advisory, management, accounting and administrative services to Kartesia Credit Opportunities I S.C.A., SICAV-SIF, a partnership limited by shares (société en commandite par actions), qualifying as an investment company with variable capital (société d'investissement à capital variable) specialised investment fund (fonds d'investissement spécialisé) incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 179.944.

3.2 The Company may, in addition, provide secretarial, accounting and other administrative services and take any measures, as well as carry out any operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its object.

4. Duration. The Company is established for an unlimited duration.

5. Share capital.

5.1 The share capital of the Company is twelve thousand five hundred Euros (EUR 12,500.-) divided into one hundred and twenty-five (125) shares with a par value of one hundred Euros (EUR 100.-) each (the "Shares"). In these Articles, "Shareholders" means the holders at the relevant time of the Shares and "Shareholder" shall be construed accordingly.

5.2 The Company may establish a share premium account (the "Share Premium Account") into which any premium paid on any Share is to be transferred. Decisions as to the use of the Share Premium Account are to be taken by the Manager(s) subject to the 1915 Law and these Articles.

5.3 The Company may, without limitation, accept equity or other contributions without issuing Shares or other securities in consideration for the contribution and may credit the contributions to one or more accounts. Decisions as to the use of any such accounts are to be taken by the Manager(s) subject to the 1915 Law and these Articles. For the avoidance of doubt, any such decision may, but need not, allocate any amount contributed to the contributor.

5.4 All Shares have equal rights.

5.5 The Company may repurchase, redeem and/or cancel its Shares subject as provided in the 1915 Law.

6. Indivisibility of shares.

6.1 Each Share is indivisible.

6.2 A Share may be registered in the name of more than one person provided that all holders of a Share notify the Company in writing as to which of them is to be regarded as their representative; the Company will deal with that representative as if it were the sole Shareholder in respect of that Share including for the purposes of voting, dividend and other payment rights.

7. Transfer of shares.

7.1 During such time as the Company has only one Shareholder, the Shares will be freely transferable.

7.2 During such time as the Company has more than one Shareholder:

7.2.1 Shares may not be transferred other than by reason of death to persons other than Shareholders unless Shareholders holding at least three quarters of the Shares have agreed to the transfer in general meeting;

7.2.2 Shares may not be transmitted by reason of death to persons other than Shareholders unless Shareholders holding at least three quarters of the Shares held by the survivors have agreed to the transfer or in the circumstances envisaged by article 189 of the 1915 Law;

7.2.3 The transfer of Shares is subject to the provisions of articles 189 and 190 of the 1915 Law.

8. Management.

8.1 The Company will be managed by one or more managers ("Managers") who shall be appointed by a Shareholders' Resolution passed in accordance with Luxembourg Law and these Articles.

8.2 If the Company has at the relevant time only one Manager, he is referred to in these Articles as a "Sole Manager".

8.3 If the Company has from time to time more than one Manager, they will constitute a board of managers or conseil de gérance (the "Board of Managers").

8.4 A Manager may be removed at any time for any reason by a Shareholders' Resolution passed in accordance with Luxembourg Law and these Articles.

9. Powers of the managers. The Sole Manager, when the Company has only one Manager, and at all other times the Board of Managers, may take all or any action which is necessary or useful to realise any of the objects of the Company, with the exception of those reserved by Luxembourg Law or these Articles to be decided upon by the Shareholders.

10. Representation. Subject as provided by Luxembourg Law and these Articles, the Company is validly bound or represented towards third parties by:

10.1 if the Company has a Sole Manager, the sole signature of the Sole Manager;

10.2 if the Company has more than one Manager, the joint signature of any two (2) Managers;

10.3 the sole signature of any person to whom such power has been delegated in accordance with Article 11.

11. Agent of the managers. The Sole Manager or, if the Company has more than one Manager, the Board of Managers may delegate any of their powers for specific tasks to one or more ad hoc agents and will determine any such agent's powers and responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of its agency.

12. Board meetings.

12.1 Meetings of the Board of Managers ("Board Meetings") may be convened by any Manager. The Board of Managers shall appoint a chairman.

12.2 The Board of Managers may validly debate and take decisions at a Board Meeting without complying with all or any of the convening requirements and formalities if all the Managers have waived the relevant convening requirements and formalities either in writing or, at the relevant Board Meeting, in person or by an authorized representative.

12.3 A Manager may appoint any other Manager (but not any other person) to act as his representative (a "Manager's Representative") at a Board Meeting to attend, deliberate, vote and perform all his functions on his behalf at that Board Meeting. A Manager can act as representative for more than one other Manager at a Board Meeting provided that (without prejudice to any quorum requirements) at least two Managers are physically present at a Board Meeting held in person or participate in person in a Board Meeting held under Article 12.5.

12.4 The Board of Managers can only validly debate and take decisions if a majority of the Managers are present or represented. Decisions of the Board of Managers shall be adopted by a simple majority.

12.5 A Manager or his Manager's Representative may validly participate in a Board Meeting through the medium of conference telephone, video conference or similar form of communications equipment provided that all persons participating in the meeting are able to hear and speak to each other throughout the meeting. A person participating in this way is deemed to be present in person at the meeting and shall be counted in the quorum and entitled to vote. Subject to Luxembourg Law, all business transacted in this way by the Managers shall, for the purposes of these Articles, be deemed to be validly and effectively transacted at a Board Meeting, notwithstanding that fewer than the number of directors (or their representatives) required to constitute a quorum are physically present in the same place.

12.6 A resolution in writing signed by all the Managers (or in relation to any Manager, his Manager's Representative) shall be as valid and effective if it had been passed at a Board Meeting duly convened and held and may consist of one or several documents in the like form each signed by or on behalf of one or more of the Managers concerned.

12.7 The minutes of a Board Meeting shall be signed by and extracts of the minutes of a Board Meeting may be certified by any Manager present at the Meeting.

13. Shareholders' resolutions.

13.1 Each Shareholder shall have one vote for every Share of which he is the holder.

13.2 Subject as provided in Articles 13.3, 13.4 and 13.5, Shareholders' Resolutions are only valid if they are passed by Shareholders holding more than half of the Shares, provided that if that figure is not reached at the first meeting or first written consultation, the Shareholders shall be convened or consulted a second time, by registered letter and the resolution may be passed by a majority of the votes cast, irrespective of the number of Shares represented.

13.3 Shareholders may not change the nationality of the Company or oblige any of the Shareholders to increase their participation in the Company otherwise than by unanimous vote of the Shareholders.

13.4 Subject as provided in Article 13.3, any resolution to change these Articles (including a change to the Registered Office), subject to any provision of the contrary, needs to be passed by a majority in number of the Shareholders representing three quarters of the Shares.

13.5 A resolution to dissolve the Company or to determine the method of liquidating the Company and/or to appoint the liquidators needs to be passed in accordance with Luxembourg Law.

13.6 A meeting of Shareholders (a "Shareholders' Meeting") may validly debate and take decisions without complying with all or any of the convening requirements and formalities if all the Shareholders have waived the relevant convening requirements and formalities either in writing or, at the relevant Shareholders' Meeting, in person or by an authorised representative.

13.7 A Shareholder may be represented at a Shareholders' Meeting by appointing in writing (or by fax or e-mail or any similar means) a proxy or attorney who need not be a Shareholder.

13.8 If at the time the Company has no more than twenty-five Shareholders, Shareholders' Resolutions may be passed by written vote of Shareholders rather than at a Shareholders' Meeting provided that each Shareholder receives the precise wording of the text of the resolutions or decisions to be adopted.

13.9 The majority requirement applicable to the adoption of resolutions by a Shareholders' Meeting apply mutatis mutandis to the passing of written resolutions of Shareholders. Except where required by Luxembourg Law, there shall be no quorum requirements for the passing of written resolutions of Shareholders. Written resolutions of Shareholders shall be validly passed immediately upon receipt by the Company of original copies (or copies sent by facsimile transmission or as e-mail attachments) of Shareholders' votes subject to the requirements as provided in Article 13.8 and the above provisions of Article 13.9, irrespective of whether all shareholders have voted or not.

14. Business year.

14.1 The Company's financial year starts on 1st January and ends on the 31st December of each year.

14.2 If at the time the Company has more than twenty-five Shareholders, at least one annual general meeting must be held each year pursuant to article 196 of the 1915 Law on the last Monday of May.

15. Distributions on shares.

15.1 From the net profits of the Company determined in accordance with Luxembourg Law, five per cent shall be deducted and allocated to a legal reserve fund. That deduction will cease to be mandatory when the amount of the legal reserve fund reaches one tenth of the Company's nominal capital.

15.2 Subject to the provisions of Luxembourg Law and the Articles, the Company may by resolution of the Shareholders declare dividends in accordance with the respective rights of the Shareholders.

15.3 The Sole Manager or the Board of Managers as appropriate may decide to pay interim dividends to the Shareholder (s) before the end of the financial year on the basis of a statement of accounts showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that (i) the amount to be distributed may not exceed, where applicable, realised profits since the end of the last financial year, increased by carried forward profits and distributable reserves, but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to a reserve to be established according to the 1915 Law or these Articles and that (ii) any such distributed sums which do not correspond to profits actually earned may be recovered from the relevant Shareholder(s).

16. Dissolution and liquidation. The liquidation of the Company shall be decided by the Shareholders' Meeting in accordance with Luxembourg Law and Article 13. If at the time the Company has only one Shareholder, that Shareholder may, at its option, resolve to liquidate the Company by assuming personally all the assets and liabilities, known or unknown, of the Company.

17. Interpretation and Luxembourg law.

17.1 In these Articles:

17.1.1 a reference to:

- (a) one gender shall include each gender;
- (b) (unless the context otherwise requires) the singular shall include the plural and vice versa;
- (c) a "person" includes a reference to any individual, firm, company, corporation or other body corporate, government, state or agency of a state or any joint venture, association or partnership, works council or employee representative body (whether or not having a separate legal personality);
- (d) a statutory provision or statute includes all modifications thereto and all re-enactments (with or without modifications) thereof.

17.1.2 the words "include" and "including" shall be deemed to be followed by the words "without limitation" and general words shall not be given a restrictive meaning by reason of their being preceded or followed by words indicating a particular class of acts, matters or things or by examples falling within the general words;

17.1.3 the headings to these Articles do not affect their interpretation or construction.

17.2 In addition to these Articles, the Company is also governed by all applicable provisions of Luxembourg Law.

Transitory provisions

The first accounting year shall begin on the date of the formation of the corporation and shall terminate on the 31 December 2015.

Subscription - Payment

All one hundred and twenty five (125) shares representing the capital have been subscribed by Kartesia Management:

All one hundred and twenty five (125) shares have been fully paid up in cash, therefore the amount of twelve thousand five hundred Euros (EUR 12,500.-) is as now at the disposal of the Company, proof of which has been duly given to the notary.

Estimate of costs

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with its incorporation, have been estimated at about EUR 1,500.-.

General meeting

Immediately after the incorporation of the Company, the above-named person, representing the entirety of the subscribed capital and exercising the powers devolved to the meeting, passed the following resolutions:

1) Are appointed as managers for an undetermined duration:

- Mr Matthieu Delamaire, born in Saint-Malo, France, on 17 May 1975 and professionally residing at Gachard House, 88 rue Gachard, B-1050 Brussels, Belgium;
- Mr Thomas Janneau, born in Paris, France, on 20 January 1975 and professionally residing at 19-21, route d'Arlon, L-8009 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg;
- Mrs Hana Witzke, born in Dusseldorf, Germany, on 22 April 1979 and residing at 19-21, route d'Arlon, L-8009 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg; and

- Mr Damien Scaillierez, born in Angers, France, on 21 May 1969 and residing at Bond Street House - 14 Clifford Street W1S 4JU London, United Kingdom.

2) The Company shall have its registered office at 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version. On request of the same appearing party and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, he signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède

L'an deux mille quatorze, le dix-neuvième jour de décembre.

Par-devant Nous, Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

«Kartesia Management», une société anonyme, (anciennement dénommée Kartesia GP S.A.). constituée en vertu du droit du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 179.289;

ici représentée par Monsieur Frédéric Pelé, Avocat, résidant professionnellement à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

en vertu d'une procuration donnée sous seing privé en date du 12 décembre 2014, Laquelle procuration restera, après avoir été signée ne varietur par le mandataire de la comparante et le notaire instrumentant, annexée aux présentes pour être formalisée avec elles.

La comparante a requis le notaire instrumentant de dresser acte d'une société à responsabilité limitée dont elle a arrêté les statuts comme suit:

1. Forme et dénomination. Il est formé une société à responsabilité limitée (la "Société") qui sera régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, y compris la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la "Loi de 1915"), ainsi que par les présents statuts de la Société (les "Statuts").

La Société a comme dénomination "Kartesia GP I".

2. Siège social.

2.1 Le siège social de la Société (le "Siège Social") est établi dans la Ville de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

2.2 Le Siège Social peut être transféré:

2.2.1 en tout autre endroit de la même commune au Grand-Duché de Luxembourg par:

(a) Le Gérant Unique (tel que défini à l'article 8.2) si la Société est gérée à ce moment là par un Gérant Unique; ou

(b) Le Conseil de Gérance (tel que défini à l'article 8.3) si la Société est gérée à ce moment là par un Conseil de Gérance; ou

2.2.2 en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg (que ce soit ou non dans la même municipalité) par une résolution des associés de la Société (une "Résolution des Associés") prise conformément à ces Statuts - y compris l'article 13.4 - et aux lois du Grand-Duché de Luxembourg en vigueur, y compris la Loi de 1915 (la "Loi Luxembourgeoise").

2.3 Au cas où des événements extraordinaires d'ordre militaire, politique, économique, social ou autre, de nature à compromettre l'activité normale au Siège Social se seraient produits ou seraient imminents, le Siège Social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; de telles mesures provisoires n'auront toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, et la Société, nonobstant ce transfert provisoire du Siège Social, restera une société luxembourgeoise. La décision de transférer le Siège Social à l'étranger sera prise par le Gérant Unique ou le Conseil de Gérance de la Société ainsi qu'approprié.

2.4 La Société peut avoir des bureaux et des succursales à la fois au Grand-Duché de Luxembourg tout comme à l'étranger.

3. Objets.

3.1 L'objet social de la Société est, en sa qualité de commandité, de procurer des services de conseil, de gestion, de comptabilité et administratifs à Kartesia Credit Opportunities I S.C.A., SICAV-SIF, une société en commandite par actions, constituée sous forme de société d'investissement à capital variable, fonds d'investissement spécialisé, ayant son siège social au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg et inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 179.944.

La Société pourra par ailleurs fournir des services de secrétariat, de comptabilité et autres services administratifs, prendre toute mesure et exécuter toute opération qui lui paraîtrait utile en vue de la réalisation et du développement de son objet social.

4. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

5. Capital social.

5.1 Le capital social de la Société est de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) divisé en cent vingt-cinq (125) parts sociales d'une valeur nominale de cent euros (EUR 100,-) chacune (les "Parts Sociales"). Dans les présents Statuts, "Associés" signifie les détenteurs de Parts Sociales au moment pertinent, et "Associé" sera interprété en conséquence.

5.2 La Société pourra établir un compte de prime d'émission (le "Compte de Prime d'Emission") sur lequel toute prime d'émission payée pour toute Part Sociale sera versée. Les décisions concernant l'utilisation du Compte de Prime d'Emission seront prises par le(s) Gérant(s) conformément à la Loi de 1915 et les présents Statuts.

5.3 La Société peut, sans limitations, accepter des capitaux ou autres contributions sans émettre de Parts Sociales ou d'autres titres en rémunération de cette contribution et peut affecter ces contributions à un ou plusieurs comptes. Les décisions concernant l'utilisation de tels comptes seront prises par le(s) Gérant(s) conformément à la Loi de 1915 et les présents Statuts. Afin de dissiper tout doute, toute décision ci-dessus mentionnée pourra, sans que cela ne soit une obligation, affecter tout montant alloué à son contributeur.

5.4 Toutes les Parts Sociales donnent droit à des droits égaux.

5.5 La Société peut racheter et/ou annuler ses Parts Sociales conformément aux dispositions de la Loi de 1915.

6. Indivisibilité des parts.

6.1 Chaque Part Sociale est indivisible.

6.2 Une Part Sociale peut être enregistrée au nom de plus d'une personne à condition que tous les détenteurs d'une Part Sociale notifient par écrit à la Société celui d'entre eux qui est à considérer comme leur représentant; la Société considérera ce représentant comme s'il était le seul Associé pour la Part Sociale en question, y compris pour les besoins de vote, dividende et autres droits de paiement.

7. Transfert des parts sociales.

7.1 Lorsqu'il n'y a qu'un seul Associé, les Parts Sociales seront librement cessibles.

7.2 Lorsqu'il y a plusieurs Associés:

7.2.1 Les Parts Sociales ne peuvent être cédées entre vifs à des non-Associés qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des Associés représentant au moins les trois-quarts des Parts Sociales;

7.2.2 Les Parts Sociales ne peuvent être transmises pour cause de mort à des non-Associés que moyennant l'agrément des propriétaires de Parts Sociales représentant les trois-quarts des Parts Sociales appartenant aux survivants ou dans les circonstances envisagées à l'article 189 de la Loi de 1915;

7.2.3 Le transfert de Parts Sociales est soumis aux dispositions des articles 189 et 190 de la Loi de 1915.

8. Gérance.

8.1 La Société sera gérée par un (1) gérant ou plusieurs gérants (les "Gérants"), qui seront nommés par une Résolution des Associés prise conformément à la Loi Luxembourgeoise et aux présents Statuts.

8.2 Si la Société est gérée à un moment par un seul Gérant, il sera désigné dans les présents Statuts comme le "Gérant Unique".

8.3 Si la Société est gérée à un moment par plusieurs Gérants, ils constitueront un conseil de gérance (le "Conseil de Gérance").

8.4 Un Gérant pourra être révoqué à tout moment pour toute raison par une Résolution des Associés prise conformément à la Loi Luxembourgeoise et aux présents Statuts.

9. Pouvoirs des gérants. Le Gérant Unique, lorsque la Société n'a qu'un seul Gérant, et à tout autre moment le Conseil de Gérance, aura tous pouvoirs pour prendre toutes les actions qui sont nécessaires ou utiles à l'accomplissement de l'objet social de la Société, sous réserve des actions qui sont réservées par la Loi Luxembourgeoise et les présents Statuts à la décision des Associés.

10. Représentation. Sous réserve des dispositions de la Loi Luxembourgeoise et des présents Statuts, la Société est valablement représentée et/ou liée vis-à-vis des tiers:

10.1 par la signature du Gérant, lorsque la Société n'a qu'un seul Gérant;

10.2 par la signature conjointe de deux (2) de ses Gérants, lorsque la Société a plusieurs Gérants;

10.3 par la seule signature de toute personne à qui ce pouvoir a été délégué, conformément à l'Article 11.

11. Mandataire des gérants. Le Gérant Unique ou, en cas de pluralité de Gérants, le Conseil de Gérance pourront déléguer tous pouvoirs pour des tâches spécifiques à un ou plusieurs mandataires ad hoc et déterminer les pouvoirs et responsabilités de tels mandataires et leur rémunération (le cas échéant), la durée de leur période de représentation et toutes les autres conditions pertinentes de leur mandat.

12. Réunions du conseil de gérance.

12.1 Les réunions du Conseil de Gérance (les "Réunions du Conseil") peuvent être convoquées par tout Gérant. Le Conseil de Gérance désignera un président.

12.2 Le Conseil de Gérance peut valablement débattre et prendre des décisions lors d'une Réunion du Conseil sans se conformer à tout ou partie des conditions et formalités de convocation préalables et formalités si tous les Gérants ont renoncé aux formalités de convocation que ce soit par écrit ou, lors de la Réunion du Conseil en question, en personne ou par l'intermédiaire d'un représentant autorisé.

12.3 Un Gérant peut nommer un autre Gérant (et seulement un Gérant) pour le représenter (le "Représentant du Gérant") lors d'une Réunion du Conseil, afin de délibérer, voter et accomplir toutes ses fonctions en son nom à la Réunion du Conseil. Un Gérant peut représenter plusieurs Gérants à un Conseil de Gérance à la condition que (sans préjudice quant au quorum requis) au moins deux Gérants soient présents physiquement à une Réunion du Conseil tenue en personne ou participent en personne à la Réunion du Conseil selon l'Article 12.5.

12.4 Le Conseil de Gérance ne peut valablement débattre et prendre des décisions que si au moins une majorité des Gérants est présente ou représentée. Les décisions du Conseil de Gérance seront adoptées à une majorité des votes des Gérants présents ou représentés à cette réunion.

12.5 Un Gérant ou le Représentant d'un Gérant peuvent valablement participer à une Réunion du Conseil par voie d'utilisation de conférence téléphonique, de vidéo conférence ou de tous autres équipements de communication à condition que toutes les personnes participantes à une telle réunion soient dans la capacité de s'entendre et de se parler tout au long de la réunion. Une personne participant de cette manière devra être comptée dans le quorum et sera autorisée à voter. Sous réserve de la Loi Luxembourgeoise, toutes les affaires traitées de cette manière par les Gérants seront réputées pour les besoins des présents Statuts, valables et effectivement conclues à une Réunion du Conseil, nonobstant le fait qu'un nombre inférieur de Gérants (ou leurs représentants) tels que requis pour constituer un quorum aient été physiquement présents au même endroit.

12.6 Une résolution écrite, signée par tous les Gérants (ou en se qui concerne tout Gérant, le Représentant dudit Gérant) est valable et effective comme si elle avait été adoptée à une Réunion du Conseil dûment convoquée et tenue et pourra consister en un ou plusieurs document(s) ayant le même contenu et signé(s) par ou au nom du ou des Gérant (s) concerné(s).

12.7 Les procès-verbaux d'une Réunion du Conseil devront être signés et les extraits de ces procès-verbaux pourront être certifiés par tout Gérant présent à la Réunion.

13. Résolutions des associés.

13.1 Chaque Associé a droit à un vote pour chaque Part Sociale dont il est le détenteur.

13.2 Sous réserve des dispositions prévues aux articles 13.3, 13.4 et 13.5, les Résolutions des Associés sont valides uniquement si elles sont adoptées par des Associés détenant plus de la moitié des Parts Sociales, toutefois si un tel chiffre n'est pas atteint lors de la première assemblée ou lors des premières résolutions écrites, les Associés devront être convoqués ou consultés une seconde fois, par lettre recommandée et les résolutions pourront être adoptées à la majorité des votes, indépendamment du nombre de Parts Sociales représentées.

13.3 Les Associés ne pourront pas changer la nationalité de la Société ou obliger un des Associés à augmenter sa participation dans la Société sans un vote unanime de tous les Associés.

13.4 Sous réserve des dispositions prévues à l'article 13.3, toute résolution pour modifier les présents Statuts (y compris le changement de Siège Social), sous réserve de dispositions contraires, doit être passée par une majorité en nombre des Associés représentant les trois quarts des Parts Sociales.

13.5 Une résolution pour décider de la dissolution de la Société ou pour déterminer la méthode de liquidation de la Société et/ou pour nommer les liquidateurs doit être passée conformément à la Loi Luxembourgeoise.

13.6 Une réunion des Associés (une "Assemblée Générale") peut valablement débattre et prendre des décisions sans se conformer à tout ou partie des conditions et formalités de convocation préalables si tous les Associés ont renoncé aux formalités de convocation que ce soit par écrit ou, lors de l'Assemblée Générale en question, en personne ou par l'intermédiaire d'un représentant autorisé.

13.7 Un Associé peut être représenté à une Assemblée Générale en désignant par écrit (ou par fax ou e-mail ou tout autre moyen similaire) un mandataire, Associé ou non.

13.8 S'il y a moins de vingt-cinq (25) Associés dans la Société, les Résolutions des Associés pourront être passées par voie de résolutions écrites des Associés plutôt que lors d'une Assemblée Générale à la condition que chaque Associé reçoive le texte précis des résolutions ou décisions à adopter.

13.9 La majorité requise pour l'adoption de résolutions par une Assemblée Générale s'applique mutatis mutandis à l'adoption de résolutions écrites des Associés. Sous réserve de disposition contraire dans la Loi Luxembourgeoise, il n'y aura pas de quorum pour l'adoption de résolutions écrites des Associés. Les résolutions écrites des Associés sont valablement prises immédiatement après la réception par la Société des exemplaires originaux (ou des copies envoyées par télécopieur ou des pièces jointes aux courriels) des votes des Associés sous réserve des exigences prévues à l'article 13.8 et les dispositions ci-dessus de l'article 13.9, indépendamment du fait que tous les Associés aient voté ou pas.

14. Exercice social et comptes annuels.

14.1 L'année sociale de la Société commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

14.2 Lorsque la Société a plus de vingt-cinq (25) Associés, au moins une Assemblée Générale doit être tenue chaque année conformément aux dispositions de l'article 196 de la Loi de 1915 le dernier lundi du mois de mai.

15. Distributions sur parts sociales.

15.1 Sur le bénéfice net de la Société déterminé en conformité avec la Loi Luxembourgeoise, cinq pour cent (5%) seront prélevés et alloués à une réserve légale. Ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque le montant de la réserve légale aura atteint dix pour cent (10%) du capital social de la Société.

15.2 Sous réserve des dispositions de la Loi Luxembourgeoise et des Statuts, la Société peut par Résolution des Associés déclarer des dividendes en conformité avec les droits respectifs des Associés.

15.3 Le Gérant Unique ou le Conseil de Gérance peut, le cas échéant, décider de payer des dividendes intérimaires au(x) Associé(s) avant la fin de l'exercice social sur la base d'une situation de comptes montrant que des fonds suffisants sont disponibles pour la distribution, étant entendu que (i) le montant à distribuer ne peut pas excéder, si applicable, les bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social, augmentés des bénéfices reportés, et d'autres réserves distribuables, mais diminués des pertes reportées et des sommes ci allouer à la réserve établie selon la Loi de 1915 ou selon ces Statuts et que (ii) de telles sommes distribuées qui ne correspondent pas aux bénéfices effectivement réalisés soient récupérables des Associé(s).

16. Dissolution et liquidation. La liquidation de la Société sera décidée par une Assemblée Générale en conformité avec la Loi Luxembourgeoise et l'article 13. Dans le cas où la Société n'aurait qu'un seul Associé, cet Associé peut, à son gré, décider de liquider la Société en reprenant à son compte personnel l'ensemble des actifs et passifs, connus ou inconnus, de la Société.

17. Interprétation et loi Luxembourgeoise.

17.1 Dans les présents Statuts:

17.1.1 Une référence à:

(c) un genre, inclut tous les genres;

(d) (à moins que le contexte ne requière autrement) le singulier inclut le pluriel et vice versa;

(e) une "personne" inclut une référence à tout individu, firme, société, corporation ou toute autre entité, gouvernement, état ou agence d'un état ou joint venture, association, partenariat, comité d'entreprise ou organe de représentation des employés (ayant ou non une personnalité juridique séparée);

(f) une disposition légale ou statutaire inclut toutes modifications y afférentes et toutes nouvelles mises en vigueur (avec ou sans modifications);

17.1.2 les mots "inclure" et "incluant" seront censé être suivis par les mots "sans limitation" et on ne donnera pas aux mots généraux une interprétation restrictive pour la raison qu'ils seraient précédés ou suivis d'un mot indiquant un terme particulier des faits ou des choses ou par des exemples qui tombent dans la définition des mots généraux;

17.1.3 Les en-têtes de ces Statuts ne doivent pas affecter leur interprétation.

17.2 En complément de ces Statuts, la Société est également gouvernée par toutes les dispositions de la Loi Luxembourgeoise.

Disposition transitoire

Le premier exercice social commence le jour de la constitution et se terminera le 31 décembre 2015.

Souscription - Libération

Les cent vingt-cinq (125) parts sociales représentant l'intégralité du capital social ont toutes été souscrites par Kartesia Management:

Les cent vingt-cinq (125) parts sociales ont été intégralement libérées par un apport en numéraire, de sorte que la somme de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) se trouve dès maintenant à la disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève à environ EUR 1.500,-.

Assemblée générale

Immédiatement après la constitution de la Société, la comparante précitée, représentant la totalité du capital social et exerçant les pouvoirs de l'assemblée, a pris les résolutions suivantes:

1) Sont nommés gérants pour une durée indéterminée:

- Monsieur Matthieu Delamaire, né à Saint-Malo, France, le 17 mai 1975 et résidant au Gachard House, 88 rue Gachard, B-1050 Bruxelles, Belgique;
- Monsieur Thomas Janneau, né à Paris, France, le 20 janvier 1975 et résidant au 19-21, route d'Arlon, L-8009 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg;
- Madame Hana Witzke, né à Düsseldorf, Allemagne, le 22 avril 1979 et résidant au 19-21, route d'Arlon, L-8009 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg; et
- Monsieur Damien Scailherez, né à Angers, France, le 21 mai 1969 et résidant à Bond Street House - 14 Clifford Street W1S 4JU Londres, Royaume-Uni.

2) Le siège social de la Société est établi au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui a personnellement la connaissance de la langue anglaise, déclare que la partie comparante l'a requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la partie comparante, celui-ci a signé le présent acte avec Nous le notaire.

Signé: F. PELE et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 29 décembre 2014. Relation: LAC/2014/63797. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 23 janvier 2015.

Référence de publication: 2015013571/453.

(150015729) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 janvier 2015.

KFE Acquisition S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 47.500,00.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 29, avenue de la Porte-Neuve.

R.C.S. Luxembourg B 192.626.

In the year two thousand and fourteen, on the nineteenth day of the month of December.

Before Maître Henri Hellinckx, notary, residing in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg.

There appeared:

Mrs. Maryline Esteves, master at laws, professionally residing in Luxembourg,

acting as a special proxy of BC European Capital IX-1, being a "limited partnership" with registered office at the Heritage, Le Marchant Street, St. Peter Port, Guernsey, Channel Islands GY1 4HY, represented by CIE Management IX LTD, with registered office at the Heritage Hall, Le Marchant Street, St. Peter Port, Guernsey, Channel Islands GY1 4HY, being the General Partner of such limited partnership and representing and being entitled to act on behalf of such partnership (the "Sole Shareholder"),

by virtue of a proxy dated 19 December 2014 which, after having been signed ne varietur by the appearing party and the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be registered together therewith,

being the sole shareholder of KFE Acquisition S.à r.l., a société à responsabilité limitée, established under the laws of Luxembourg, having its registered office in L- 2227 Luxembourg, 29, avenue de la Porte-Neuve, incorporated by deed of Maître Edouard Delosch, notary residing in Diekirch, Grand-Duchy of Luxembourg on 8 December 2014, not yet published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

The proxyholder declared and requested the notary to record:

I. That the subscribed capital of the Company is presently set at twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500) represented by twelve thousand five hundred (12,500) shares, each having a nominal value of one Euro (EUR 1.00).

II. That the Sole Shareholder is the sole holder of all the shares issued by the Company, so that the decisions can validly be taken by it on the items on the agenda.

III. That the items on which resolutions are to be passed are as follows:

1. Increase of the issued share capital of the Company by an amount of thirty-five thousand Euros (EUR 35,000) from currently twelve thousand five hundred Euros (EUR 12,500) to forty-seven thousand five hundred Euros (EUR 47,500) by the creation and issue to the Sole Shareholder of thirty-five thousand (35,000) shares, divided into three thousand five hundred (3,500) shares of each class A to J, each share having a nominal value of one Euro (EUR 1.00), at an aggregate

issue price of thirty-five thousand Euros (EUR 35,000) and amendment of the first paragraph of article 5 of the articles of incorporation of the Company, so as to read as follows:

“The issued share capital of the Company is set at forty-seven thousand five hundred Euros (EUR 47,500) represented by forty-seven thousand five hundred (47,500) shares, divided into four thousand seven hundred fifty (4,750) class A shares (the “Class A Shares”), four thousand seven hundred fifty (4,750) class B shares (the “Class B Shares”), four thousand seven hundred fifty (4,750) class C shares (the “Class C Shares”), four thousand seven hundred fifty (4,750) class D shares (the “Class D Shares”), four thousand seven hundred fifty (4,750) class E shares (the “Class E Shares”), four thousand seven hundred fifty (4,750) class F shares (the “Class F Shares”), four thousand seven hundred fifty (4,750) class G shares (the “Class G Shares”), four thousand seven hundred fifty (4,750) class H shares (the “Class H Shares”), four thousand seven hundred fifty (4,750) class I shares (the “Class I Shares”) and four thousand seven hundred fifty (4,750) class J shares (the “Class J Shares”), each with a nominal value of one Euro (EUR 1.00) (collectively referred to as the “shares”) and with such rights and obligations as set out in the present articles of association.”

Consequently the following resolution has been passed:

Sole resolution

The Sole Shareholder resolved to increase the issued share capital of the Company by an amount of thirty-five thousand Euros (EUR 35,000) from currently twelve thousand five hundred Euros (EUR 12,500) to forty-seven thousand five hundred Euros (EUR 47,500) by the creation and issue to the Sole Shareholder of thirty-five thousand (35,000) shares, divided into three thousand five hundred (3,500) shares of each class A to J, each share having a nominal value of one Euro (EUR 1.00).

The thirty-five thousand (35,000) new shares have been subscribed at an aggregate issue price of thirty-five thousand five hundred Euros (EUR 35,000).

The new shares have been subscribed and paid in cash by the Sole Shareholder, here represented pursuant to a subscription form which having been signed by the appearing person and the undersigned notary, shall remain annexed to this document to be filed with the registration authorities.

The amount of thirty-five thousand Euro (EUR 35,000.-) is as now available to the Company as has been proved to the undersigned notary.

The Sole Shareholder resolved to amend the first paragraph of article 5 of the articles of incorporation of the Company, so as to read as follows:

“The issued share capital of the Company is set at forty-seven thousand five hundred Euros (EUR 47,500) represented by forty-seven thousand five hundred (47,500) shares, divided into four thousand seven hundred fifty (4,750) class A shares (the “Class A Shares”), four thousand seven hundred fifty (4,750) class B shares (the “Class B Shares”), four thousand seven hundred fifty (4,750) class C shares (the “Class C Shares”), four thousand seven hundred fifty (4,750) class D shares (the “Class D Shares”), four thousand seven hundred fifty (4,750) class E shares (the “Class E Shares”), four thousand seven hundred fifty (4,750) class F shares (the “Class F Shares”), four thousand seven hundred fifty (4,750) class G shares (the “Class G Shares”), four thousand seven hundred fifty (4,750) class H shares (the “Class H Shares”), four thousand seven hundred fifty (4,750) class I shares (the “Class I Shares”) and four thousand seven hundred fifty (4,750) class J shares (the “Class J Shares”), each with a nominal value of one Euro (EUR 1.00) (collectively referred to as the “shares”) and with such rights and obligations as set out in the present articles of association.”

Expenses

The costs, expenses, remuneration or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at EUR 2,000.-

The undersigned notary, who understands and speaks English, herewith states that at the request of the proxyholder, these minutes are drafted in English followed by a French translation; at the request of the same proxyholder in case of divergences between the English and French version, the English version will prevail.

Whereof the present deed was drawn up in Luxembourg on the day before mentioned.

After having been read to the appearing person, who is known to the notary, by his surname, first name, civil status and residence, the said appearing person signed together with the notary, the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le dix-neuf décembre.

Pardevant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

Madame Maryline Esteves, maître en droit, demeurant professionnellement à Luxembourg,

agissant en tant que mandataire spécial de BC European Capital IX-1, une "limited partnership", avec siège à the Heritage Hall, Le Marchant Street, St.Peter Port, Guernesey, Channel Islands GY1 4HY, représentée par CIE Management IX LTD, avec siège social à the Heritage Hall, Le Marchant Street, St.Peter Port, Guernesey, Channel Islands GY1 4HY,

en tant que "General Partner" de ce "limited partnership" et représentant et ayant le droit d'agir en son nom (l'«Associé Unique»),

en vertu d'une procuration donnée sous seing privé datée du 19 décembre 2014, laquelle, après avoir été signée ne varietur par la partie comparante et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement,

étant l'actionnaire unique de KFE Acquisition S.à r.l., une société à responsabilité limitée établie sous les lois du Luxembourg, ayant son siège social à L-2227 Luxembourg, 29, avenue de la Porte-Neuve, constituée suivant acte reçu de Maître Edouard Delosch, notaire de résidence à Diekirch le 8 décembre 2014, non encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Le mandataire a déclaré et requis le notaire d'acter:

I. Que le capital souscrit de la Société est actuellement fixé à douze mille cinq cents Euros (EUR 12.500), représenté par douze mille cinq cents (12.500) parts sociales d'une valeur nominale d'un Euro (EUR 1,00) chacune.

II. Que l'Associé Unique est l'unique détenteur de toutes les parts sociales émises par la Société de sorte que les décisions peuvent valablement être prises sur les points portés à l'ordre du jour.

III. Que les points sur lesquels des résolutions doivent être passées sont les suivants:

1. Augmentation du capital social émis de la Société d'un montant de trente-cinq mille Euros (EUR 35.000) pour le porter de son montant actuel de douze mille cinq cents Euros (EUR 12.500) à quarante-sept mille cinq cents Euros (EUR 47.500) par la création et l'émission à l'Associé Unique de trente-cinq mille (35.000) parts sociales divisées en trois mille cinq cents (3.500) parts sociales de chaque classe A à J, chaque part sociale ayant une valeur nominale d'un Euro (EUR 1,00), à un prix de souscription total de trente-cinq mille Euros (EUR 35.000) et modification du premier alinéa de l'article 5 des statuts de la Société afin qu'il ait la teneur suivante:

«Le capital social émis de la Société est fixé à quarante-sept mille cinq cents euros (EUR 47.500) représenté par quarante-sept mille cinq cents (47.500) parts sociales, divisé en quatre mille sept cent cinquante (4.750) parts sociales de classe A (les «Parts Sociales de Classe A»), quatre mille sept cent cinquante (4.750) parts sociales de classe B (les «Parts Sociales de Classe B»), quatre mille sept cent cinquante (4.750) parts sociales de classe C (les «Parts Sociales de Classe C»), en quatre mille sept cent cinquante (4.750) parts sociales de classe D (les «Parts Sociales de Classe D»), en quatre mille sept cent cinquante (4.750) parts sociales de classe E (les «Parts Sociales de Classe E»), en quatre mille sept cent cinquante (4.750) parts sociales de classe F (les «Parts Sociales de Classe F»), en quatre mille sept cent cinquante (4.750) parts sociales de classe G (les «Parts Sociales de Classe G»), en quatre mille sept cent cinquante (4.750) parts sociales de classe H (les «Parts Sociales de Classe H»), en quatre mille sept cent cinquante (4.750) parts sociales de classe I (les «Parts Sociales de Classe I») et en quatre mille sept cent cinquante (4.750) parts sociales de classe J (les «Parts Sociales de Classe J»), ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1,00) chacune (ensemble, les «parts sociales») et avec les droits et obligations tels que décrits dans ces présents statuts.»

En conséquence de ce qui précède, la résolution suivante a été passée:

Résolution unique

L'Actionnaire Unique a décidé d'augmenter capital social émis de la Société d'un montant de trente-cinq mille Euros (EUR 35.000) pour le porter de son montant actuel de douze mille cinq cents Euros (EUR 12.500) à quarante-sept mille cinq cents Euros (EUR 47.500) par la création et l'émission à l'Associé Unique de trente-cinq mille (35.000) parts sociales divisées en trois mille cinq cents (3.500) parts sociales de chaque classe A à J, chaque part sociale ayant une valeur nominale d'un Euro (EUR 1,00).

Les trente-cinq mille (35,000) nouvelles parts sociales ont été souscrites à un prix d'émission total de trente-cinq mille Euros (EUR 35.000).

Les nouvelles parts sociales ont été souscrites et entièrement libérées en numéraire par l'Associé Unique, ici représenté comme il est dit, en vertu d'un formulaire de souscription qui a été signé par la partie comparante et le notaire soussigné et qui restera annexé au présent document pour être soumis avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Le montant de trente-cinq mille Euros (EUR 35.000,-) est dès à présent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant.

Preuve de ce paiement pour ces nouvelles parts sociales a été donnée au notaire soussigné.

L'Associé Unique a décidé de modifier le premier alinéa de l'article 5 l'article 5 des statuts de la Société afin qu'il ait la teneur suivante:

«Le capital social émis de la Société est fixé à quarante-sept mille cinq cents euros (EUR 47.500) représenté par quarante-sept mille cinq cents (47.500) parts sociales, divisé en quatre mille sept cent cinquante (4.750) parts sociales de classe A (les «Parts Sociales de Classe A»), quatre mille sept cent cinquante (4.750) parts sociales de classe B (les «Parts Sociales de Classe B»), quatre mille sept cent cinquante (4.750) parts sociales de classe C (les «Parts Sociales de Classe C»), en quatre mille sept cent cinquante (4.750) parts sociales de classe D (les «Parts Sociales de Classe D»), en quatre mille sept cent cinquante (4.750) parts sociales de classe E (les «Parts Sociales de Classe E»), en quatre mille sept cent cinquante (4.750) parts sociales de classe F (les «Parts Sociales de Classe F»), en quatre mille sept cent cinquante (4.750) parts sociales de classe G (les «Parts Sociales de Classe G»), en quatre mille sept cent cinquante (4.750) parts sociales

de classe H (les «Parts Sociales de Classe H»), en quatre mille sept cent cinquante (4.750) parts sociales de classe I (les «Parts Sociales de Classe I») et en quatre mille sept cent cinquante (4.750) parts sociales de classe J (les «Parts Sociales de Classe J»), ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1,00) chacune (ensemble, les «parts sociales») et avec les droits et obligations tels que décrits dans ces présents statuts.»

Dépenses

Les coûts, frais, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société en raison du présent acte sont estimés à EUR 2.000,-.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare par les présentes qu'à la demande de la partie comparante, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une traduction en français; à la demande de la même partie comparante, en cas de divergences entre la version anglaise et la version française, la version anglaise fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite, le mandataire a signé ensemble avec le notaire le présent acte original.

Signé: M. ESTEVES et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 29 décembre 2014. Relation: LAC/2014/63795. Reçu soixante-quinze euros (75.-EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 20 janvier 2015.

Référence de publication: 2015013584/164.

(150015805) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 janvier 2015.

Lux-World PC s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1898 Kockelscheuer, 1, rue de Roeser.

R.C.S. Luxembourg B 72.290.

Annexe au bilan au 31.12.2013

Note 1. Généralités. LUX-WORLD PC S.à.r.l. a été constituée sous forme de société à responsabilité limitée le 26 octobre 1999. Le siège social de la société est établi à

L-1898 KOCKELSCHEUER, 1, rue de Roeser LUX WORLD PC S.à.r.l. a pour objet le commerce de matériel informatique et le développement de logiciels ainsi que toutes opérations qui se rattachent directement ou indirectement à son objet ou qui le favorisent.

Note 2. Principes, Règles et méthodes comptables.

Principes généraux

Les comptes annuels sont établis conformément aux dispositions et réglementations luxembourgeoises et aux pratiques comptables généralement admises.

Conversion des devises

La société tient sa comptabilité en EUR et les comptes annuels sont exprimés dans cette devise. Les transactions effectuées dans une devise autre que le EUR sont converties en EUR aux cours de change en vigueur à la date des transactions.

La conversion à la date de clôture du bilan se fait suivant les principes suivants :

Tous les postes de l'actif et du passif, exprimés dans une autre devise que le EUR, sont convertis individuellement au plus bas, respectivement au plus haut, de leur valeur ou de leur valeur déterminée sur base du cours de change en vigueur à la date de clôture du bilan. Les bénéfices et pertes de change réalisés ainsi que les pertes de change non réalisés.

Référence de publication: 2015013635/25.

(150016083) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 janvier 2015.

LUBELAIR S.A., société de gestion de patrimoine familial, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 12, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 42.233.

Le bilan et l'annexe au 31 décembre 2013, ainsi que les autres documents et informations qui s'y rapportent, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour LUBELAIR S.A.

Signatures

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2015013632/14.

(150015969) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 janvier 2015.

Medtronic AF Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2347 Luxembourg, 1, rue du Potager.

R.C.S. Luxembourg B 145.495.

Les statuts coordonnés de la prédite société au 12 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Berlingen, le 22 décembre 2014.

Maître Marc LECUIT

Notaire

Référence de publication: 2015013646/13.

(150016118) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 janvier 2015.

Second Euro Industrial Thouars S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-5365 Munsbach, 6C, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 97.139.

EXTRAIT

Il résulte des résolutions prises par l'associé unique en date du 6 novembre 2014, que:

- Mme Monika KRAUSOVA, Gérant B de la Société a démissionné avec effet immédiat;
- M. Sascha JÖRGES, né le 6 juin 1977 à Langen (Allemagne) et résidant professionnellement au 14, Haydnstrasse, 64546 Mörfelden-Walldorf, Allemagne, a été nommé Gérant B de la Société avec effet immédiat et ce pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Munsbach, le 22 janvier 2015.

Référence de publication: 2015013007/16.

(150014513) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 janvier 2015.

Brickfinance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 3, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 136.953.

EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire tenue extraordinairement en date du 22 janvier 2015, que:

Sont réélus Administrateurs jusqu'à l'Assemblée Générale Ordinaire statuant sur les comptes annuels au 31 décembre 2014 qui se tiendra en l'année 2015:

- Madame Mireille GEHLEN, demeurant au 2, rue J.-F. Kennedy, L-3502 Dudelange.
- Monsieur Thierry JACOB, demeurant professionnellement au 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg.
- Monsieur Jean-Hugues DOUBET, demeurant professionnellement au 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg.
- Monsieur Mattia MALACALZA, demeurant à Via d'Alberti 12, CH-6900 Lugano (Suisse).
- Monsieur Roberto GALERI, demeurant Villa Luganese 3, CH-6966 Lugano (Suisse).

Est réélu Commissaire aux comptes pour la même période:

- H.R.T. Révision S.A., avec siège social au 163, rue du Kiem, L-8030 Strassen

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2015013199/20.

(150015459) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 janvier 2015.

Bosph Real Estate Holdings 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: USD 42.000,00.**

Siège social: L-1219 Luxembourg, 24, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 117.040.

Extrait des résolutions prises par l'actionnaire unique en date du 19 janvier 2015

L'associé unique a décidé:

- d'accepter la démission de ses fonctions de gérant:

* Renaud Labye, né le 11 septembre 1977 à Liège, Belgique, et ayant son adresse professionnelle au 24 rue Beaumont, L-1219 Luxembourg,

- de nommer comme gérant avec effet immédiat et pour une période illimitée:

* Monsieur Clive Griffiths, né le 25 mars 1959 à Edinbourg, Royaume-Uni et ayant son adresse professionnelle au 24 rue Beaumont, L-1219 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 janvier 2015.

Langham Hall Luxembourg Sàrl

Signature

Agent domiciliaire

Référence de publication: 2015013196/21.

(150015918) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 janvier 2015.

Bremerhaven Properties S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 129.972.

Les comptes annuels au 30 juin 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 janvier 2015.

Référence de publication: 2015013198/10.

(150015280) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 janvier 2015.

DayMen Group (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 150.660.

Extrait des décisions prises par l'associée unique en date du 22 janvier 2015

1. Monsieur Thomas R. SANDLER a démissionné de son mandat de gérant A. (veuillez noter que l'orthographe exacte du nom est SANDLER).

2. Monsieur Paul CRAWLEY a démissionné de son mandat de gérant A.

3. Monsieur Brian UNMACHT a démissionné de son mandat de gérant A.

4. Monsieur Jeffrey Michael COLTON, administrateur de sociétés, né le 10 mars 1972 en Californie (Etats-Unis d'Amérique), demeurant à 2843 Camino Serbal, Carlsbad CA 92009 (Etats-Unis d'Amérique), a été nommé comme gérant A pour une durée indéterminée.

5. Le nombre de gérants a été diminué de sept (7) à cinq (5).

Luxembourg, le 26.01.2015.

Pour extrait sincère et conforme

Pour DayMen Group (Luxembourg) S.à.r.l.

Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.

Référence de publication: 2015013326/20.

(150016290) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 janvier 2015.